

OF/MH/219

SERVICE DE PRESSE ET D'INFORMATION
DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Bruxelles, le 4 avril 1961

Section Syndicale.

Mrs. A. DAUMAN

European Community
Information Service

236, Southern Building

WASHINGTON 5 D.C.

BY AIRMAIL

Dear Mr. Dauman,

With reference to your memorandum dated March 10, by which you requested for latest information on operation of Social Fund, I beg you to find the following enclosures:

- 1° Details of budget and financing taken from the budget of the Commission 61;
- 2° Journal Officiel des Communautés Européennes du 30.3.61, with details about financing (page 50 & 61);
- 3° Note of service addressed to me by the competent employee in charge of the Social Fund, Dr. Jansen, which gives you hints as to other useful documents available.
- 4° Official Journal (German edition) from 29th december 1960 (see page 1942/60 and page 1956/60).

If you are interested in those 4 documents, please let it know. Rules of procedure of the Committee (adapted 19 January) have still to be ratified by the Council and will be sent to you later.

Hoping to have been helpful to you, I remain

yours sincerely,


O. FREITAG.

Enclosures.

1)

CHAPITRE SPECIAL - FONDS SOCIAL EUROPEEN

Art.	Poste	Intitulé des articles et postes	Crédits pour 1961 FB	Crédits pour 1960 FB	Dépenses de 1959 FB
900		<u>FONDS SOCIAL EUROPEEN</u>			
	9001	Aides octroyées par le Fonds	1.000.000.000	500.000.000	-
	9002	Frais de fonctionnement du Comité d'avis du Fonds Social Européen	2.400.000	2.000.000	-
	9003	Honoraires d'experts, frais de recherches, d'études et d'enquêtes concernant les activités du Fonds	250.000	400.000	169.587
		<u>Total de l'article 900:</u>	<u>1.002.650.000</u>	<u>502.400.000</u>	<u>169.587</u>
		<u>TOTAL DU CHAPITRE SPECIAL :</u>	<u>1.002.650.000</u>	<u>502.400.000</u>	<u>169.587</u>

CHAPITRE SPECIAL - FONDS SOCIAL EUROPEEN

Art.	Poste	Commentaires
900		<p data-bbox="342 680 1397 850">9001 Il y a lieu de prévoir, selon les données provisoires disponibles, que les aides à accorder aux Etats membres par le Fonds Social Européen atteindront d'ici le 31 décembre 1961, pour les années 1958, 1959 et 1960, un montant de + 1.500.000.000 FB.</p> <p data-bbox="342 861 786 895">De cette somme totale :</p> <ul data-bbox="342 907 1383 1065" style="list-style-type: none">- 500.000.000 FB pourront être couverts au titre du budget 1960 ou par son report éventuel à l'exercice 1961.- 1.000.000 FB est proposé au titre de l'exercice 1961 <p data-bbox="342 1134 1397 1372">9002 Le crédit proposé de 2.400.000 FB doit permettre de couvrir les frais de voyages, de séjour et de fonctionnement du Comité prévu par l'article 124 du Traité. Il est calculé sur la base du nombre de 54 Membres composant le Comité (36 titulaires et 18 suppléants) et sur la possibilité de réaliser 9 réunions par an d'une durée de 2 jours chacune.</p> <p data-bbox="342 1394 1397 1508">9003 Le crédit de 250.000 FB est, en ordre principal, appelé à couvrir les dépenses qui résulteront des enquêtes à mener en matière de reconversions d'industries.</p>

2)

JOURNAL OFFICIEL

DES

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

30 MARS 1961

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

4^e ANNÉE N° 22

SOMMAIRE

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

LE CONSEIL

Informations

Règlement financier relatif aux modalités et à la procédure de la mise à la disposition de la Commission des contributions des États membres, visées à l'article 200, paragraphes 1 et 2, du traité instituant la Communauté économique européenne et aux conditions techniques dans lesquelles sont effectuées les opérations financières relatives au Fonds social européen (article 209, b), du traité) 509/61

COMMISSION

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT

Avis

Avis d'appel d'offres n° 87 lancé par la République togolaise pour un projet financé par la Communauté économique européenne — Fonds européen de développement 514/61

Avis d'appel d'offres n° 88 lancé par la République togolaise pour un projet financé par la Communauté économique européenne — Fonds européen de développement 516/61

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

LE CONSEIL

Informations

Règlement financier relatif aux modalités et à la procédure de la mise à la disposition de la Commission des contributions des États membres, visées à l'article 172, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (article 183, b), du traité) 518/61

VIENT DE PARAÎTRE

Le *Journal officiel des Communautés européennes* avait annoncé la préparation d'une nouvelle publication intitulée

TARIF DOUANIER DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Cet ouvrage est maintenant sorti de presse dans les quatre langues officielles des Communautés et est en vente dans les bureaux de vente indiqués à la dernière page du *Journal officiel des Communautés européennes* au prix de 300,— francs belges (NF 30,—).

Il est rappelé que ce tarif douanier constitue un tableau complet des droits de douane fixés à l'égard des pays tiers ou non associés, dans le cadre des trois Communautés européennes (300 pages). Il comprend sous une forme coordonnée dans l'ordre des positions de la nomenclature de Bruxelles:

a) Le tarif douanier commun de la Communauté économique européenne, tel qu'il résulte des décisions du Conseil en date des 13 février, 20 juillet et 19 décembre 1960 et de l'accord intervenu entre les représentants des États membres le 2 mars 1960;

b) Le tarif douanier commun de la Communauté européenne de l'énergie atomique, qui a fait l'objet des accords du 22 décembre 1958 entre les États membres de cette Communauté;

c) Le tarif douanier harmonisé applicable aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

LE CONSEIL

INFORMATIONS

RÈGLEMENT FINANCIER

relatif aux modalités et à la procédure de la mise à la disposition de la Commission des contributions des États membres, visées à l'article 200, paragraphes 1 et 2, du traité instituant la Communauté économique européenne et aux conditions techniques dans lesquelles sont effectuées les opérations financières relatives au Fonds social européen

(article 209, b), du traité)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment ses articles 199, 200, 204, 207, 208 et 209 b),

vu la proposition de la Commission,

considérant qu'aux termes de l'article 209, b), du traité, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, fixe les modalités et la procédure selon lesquelles les contributions des États membres doivent être mises à la disposition de la Commission,

considérant, d'autre part, qu'aux termes de l'article 207 du traité il y a lieu de déterminer les conditions techniques dans lesquelles sont effectuées les opérations financières relatives au Fonds social européen,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS COMMUNES AUX CONTRIBUTIONS VISÉES À L'ARTICLE 200, PARAGRAPHE 1, DU TRAITÉ ET À CELLES CONCERNANT LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN, VISÉES AU MÊME ARTICLE, PARAGRAPHE 2

Article premier

La fixation définitive du budget de la Communauté, arrêté conformément aux prescriptions

de l'article 203, paragraphe 4, du traité, vaut obligation pour chaque État membre de mettre à la disposition de la Commission, dans les conditions déterminées par le présent règlement, les contributions fixées par le budget.

Article 2

Les contributions financières fixées par le budget sont exprimées dans l'unité de compte adoptée conformément aux dispositions du règlement pris en application de l'article 209, alinéa a, du traité. Elles sont converties dans les monnaies nationales respectives sur la base du rapport entre le poids d'or fin contenu dans l'unité de compte visée ci-dessus et le poids d'or fin correspondant au pair de chacune de ces monnaies tel qu'il a été déclaré au Fonds monétaire international. Au cas où la monnaie d'un ou de plusieurs États membres cesserait d'avoir une parité déclarée au Fonds monétaire international, la Commission proposerait au Conseil des mesures appropriées.

Article 3

(1) Les contributions financières ainsi exprimées en monnaie nationale sont inscrites par chaque État membre au crédit de comptes ouverts à la Commission auprès du Trésor ou de l'organisme désigné par l'État membre. Ces comptes sont distincts, d'une part, pour les contributions visées à l'article 200, paragraphe 1, du traité et, d'autre part, pour celles concernant le Fonds social européen visées au paragraphe 2 du même article.

Cette inscription intervient:

A. Pour les contributions visées à l'article 200, paragraphe 1, du traité:

a) A raison de 7/12^{es} de la contribution annuelle:

- avant le 20 janvier de l'année considérée si le budget a été définitivement arrêté dans les délais prévus à l'article 203 du traité;
- dans les 30 jours après la fixation définitive du budget si les dispositions de l'article 204 du traité ont été mises en application;

b) A raison des 5/12^{es} restants, le 1^{er} juillet de l'année considérée;

B. Pour les contributions visées à l'article 200, paragraphe 2, du traité, conformément aux modalités figurant au chapitre III du présent règlement.

La Commission dispose, dans les conditions fixées aux articles ci-dessus, des sommes portées au crédit de ces comptes. A cet effet, elle transmet aux Trésors ou aux organismes désignés par les États membres ses ordres et in-

structions qui sont exécutés dans les meilleurs délais. Ces comptes de dépôt sont tenus sans aucun frais à la charge de la Communauté et ne portent pas intérêt à son profit.

(2) Sur demande de la Commission, les États membres avancent la date d'inscription prévue au paragraphe 1, point A, ci-dessus ou consentent une avance sans intérêt ne pouvant excéder 2/12^{es} de leurs contributions. Cette avance vient en déduction du premier versement des contributions.

Article 4

Dans chaque État membre, la Commission entretient, auprès de la banque d'émission ou de l'institution financière agréée, des comptes portant les mêmes intitulés que ceux qui sont ouverts en application de l'article précédent, et par lesquels elle exécute, en particulier, ses opérations financières prévues à l'article 208 du traité.

Article 5

La Commission dispose des fonds portés au crédit des comptes visés à l'article 4 ci-dessus:

- pour assurer les paiements qu'elle doit faire dans la monnaie nationale dans laquelle ce compte est tenu;
- pour effectuer les transferts qui sont nécessaires au fonctionnement des institutions.

Article 6

Pour les opérations qui ne sont pas couramment effectuées par les banques d'émission ou par les centres de chèques postaux, ou en vue de faciliter les paiements qu'elle est amenée à faire pour l'exécution normale de son budget, la Commission pourra ouvrir des comptes dans une ou plusieurs banques.

Article 7

Les sommes figurant au crédit des comptes visés à l'article 3 ci-dessus conservent la valeur correspondant à la parité en vigueur au jour du dépôt par rapport à l'unité de compte visée à l'article 2 du présent règlement.

Au cas où la parité de la monnaie d'un État membre par rapport à l'unité de compte est modifiée, le réajustement du solde des comptes de dépôt auprès du Trésor ou auprès de l'organisme désigné par l'État membre est différé

jusqu'à l'adoption du budget rectificatif prévu à l'article 18 du règlement relatif à l'établissement et à l'exécution du budget et à la responsabilité des ordonnateurs et des comptables.

Dans le mois qui suit l'adoption définitive du budget rectificatif, le réajustement du solde des comptes de dépôt auprès du Trésor ou auprès de l'organisme désigné par l'État membre, ainsi que l'ajustement éventuel des contributions sont effectués au moyen, soit d'un versement complémentaire opéré par le ou les États membres intéressés, soit d'un reversement effectué par la Commission.

En cas de besoin, la Commission peut demander à l'État ou aux États membres intéressés, avant l'adoption définitive du budget rectificatif, de procéder dans les vingt jours à un versement complémentaire, égal à tout ou partie du réajustement qui résulterait de l'application immédiate des dispositions du premier alinéa du présent article.

Article 8

Les transferts d'avoirs, de la monnaie d'un État membre en celle d'un autre État membre, demandés par la Commission en vertu de l'ar-

ticle 208 du traité, sont effectués au cours du jour par les banques d'émission ou les institutions financières agréées par les États membres.

Article 9

La Commission dresse trimestriellement et transmet au Conseil une situation de trésorerie et un état des versements des États membres au titre de leurs contributions financières.

Elle transmet en même temps à chaque État membre un relevé des transferts, effectués au cours du trimestre, de la monnaie de cet État membre en une autre monnaie.

Article 10

Les articles 2 à 9 ci-dessus sont applicables pour le versement des avances faites en exécution des dispositions de l'article 204, alinéa 3, du traité.

Ces avances sont versées avant le 1^{er} du mois auquel elles s'appliquent, sauf celle du mois de janvier où le versement devra intervenir au plus tard le 20 de ce mois.

CHAPITRE II

CONTRIBUTIONS VISÉES À L'ARTICLE 200, PARAGRAPHE 1, DU TRAITÉ

Article 11

Dans chaque État membre, la Commission fait, selon ses besoins, virer les fonds déposés auprès du Trésor ou de l'organisme désigné par l'État membre à un compte portant le même intitulé, ouvert auprès de la banque d'émission ou de l'institution financière agréée par l'État membre.

Toutefois, la Commission ne peut faire effectuer ces virements que dans la limite d'une fraction de la contribution totale égale à autant de douzièmes qu'il y a de mois entiers écoulés dans l'année, plus deux douzièmes.

La Commission répartit, dans toute la mesure du possible, les prélèvements à opérer sur les comptes visés à l'article 3, selon la clef de répartition prévue à l'article 200, paragraphe 1, du traité.

Article 12

En cas de besoin dûment justifié, la Commission peut demander au Conseil l'autorisation de procéder au virement d'une fraction de la contribution excédant le plafond déterminé selon les dispositions de l'article 11 du présent règlement.

Cette faculté est accordée de droit par l'État membre intéressé lorsque la parité de la monnaie de cet État a subi une réduction par rapport à l'unité de compte.

Article 13

Si l'arrêté des comptes du budget d'un exercice fait apparaître un excédent de recettes sur les dépenses, compte tenu des crédits reportés sur le nouvel exercice et dont la couverture

devra être assurée, les contributions financières des États membres pour le nouvel exercice sont diminuées du montant de cet excédent.

A cet effet, la Commission informe dès que possible chaque État membre du montant qui lui revient dans la répartition de cet excédent et qui est fixé selon la clef de répartition prévue à l'article 200, paragraphe 1, du traité. Elle reverse à l'État membre ce montant l'année suivante par contraction avec la seconde échéance de la contribution à verser par cet État.

Article 14

Si un budget supplémentaire pour les dépenses administratives de la Communauté est arrêté en cours d'exercice, les contributions financières nécessaires sont réparties entre les États membres selon la clef prévue à l'article 200, paragraphe 1, du traité.

Dès que ce budget supplémentaire est arrêté, les États membres mettent à la disposition de la Commission le complément de contribution visé à l'alinéa précédent. Les articles 2 à 10 sont applicables.

CHAPITRE III

CONTRIBUTIONS VISÉES À L'ARTICLE 200, PARAGRAPHE 2, DU TRAITÉ ET CONCERNANT LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN

Article 15

Les dépenses du Fonds social européen sont spécialisées en trois chapitres groupés dans un titre spécial du budget:

- dépenses prévues à l'article 125, paragraphe 1, alinéa a), du traité; ces dépenses font l'objet de deux articles se rapportant respectivement à la rééducation professionnelle et à la réinstallation;
- dépenses prévues à l'article 125, paragraphe 1, alinéa b), du traité;
- dépenses non spécialement prévues.

Article 16

A la fin de chaque trimestre la Commission établit:

- a) Pour chaque État membre le montant à rembourser de 50 % des dépenses reconnues par la Commission, pendant le trimestre écoulé, en application des dispositions du règlement concernant le Fonds social européen; ces montants sont portés au crédit des comptes tenus par la Commission au nom de chaque État membre;
- b) Le montant global des prestations mises à la charge du Fonds social européen pour le trimestre en cause;
- c) La répartition de ce montant entre les États membres selon la clef prévue à l'article 200, paragraphe 2, du traité; le

compte de chaque État membre, tenu par la Commission, est débité du montant de sa quote-part ainsi calculée.

A la fin de chaque trimestre, la Commission notifie, aux États membres, les sommes portées au crédit et au débit de leur compte en application des dispositions des alinéas a) et c) du présent article.

En outre, à partir du deuxième trimestre, la Commission leur notifie la situation comptable globale concernant la partie d'année écoulée.

Article 17

Au 31 décembre de chaque année, la Commission arrête:

- a) Les soldes des comptes visés à l'article 16 du présent règlement,
- b) Les montants des transferts à effectuer en vue de l'apurement des soldes créditeurs ou débiteurs.

Article 18

Sitôt intervenues les opérations prévues à l'article 17 du présent règlement, et au plus tard le 31 janvier suivant, la Commission notifie:

- a) A l'État membre débiteur, le montant à verser par lui en faveur de la Commission;
- b) A l'État membre créancier, le montant à verser sur ordre de la Commission, en sa faveur.

Article 19

L'État membre débiteur verse, dans le délai d'un mois à compter de la notification, le montant visé à l'article 18, alinéa a), du présent règlement, par inscription d'une somme correspondante au crédit du compte ouvert au nom de la Commission en faveur du Fonds social européen auprès du Trésor ou de l'organisme désigné par l'État membre.

La Commission verse, dans le délai de deux mois à compter de la notification, le montant visé à l'article 18, paragraphe b), du présent règlement, par inscription d'une somme correspondante au débit du compte ouvert au nom de la Commission en faveur du Fonds social européen, auprès du Trésor ou de l'organisme désigné par l'État membre.

Article 20

Les crédits correspondant aux dépenses engagées par la reconnaissance des droits des États membres ou par l'approbation donnée par la Commission aux projets de reconversion sont de droit reportés sur l'exercice suivant.

Les crédits non engagés sont annulés.

Article 21

Les montants à rembourser par le Fonds social européen aux États membres sont arrêtés dans la monnaie nationale de ces derniers, sur la base des sommes qu'ils ont effectivement dépensées.

Pour la détermination des contributions et des soldes des comptes des États membres, les montants des remboursements arrêtés sont convertis en unités de compte conformément aux dispositions de l'article 2 du présent règlement.

Les versements destinés à l'apurement des soldes des comptes exprimés en unités de compte s'effectuent également dans la monnaie nationale de chaque État membre. Les dispositions de l'article 8 du présent règlement sont applicables aux transferts effectués à cet effet sur l'initiative de la Commission.

Article 22

Les États membres débiteurs acquittent les sommes à leur charge par un versement effectué dans leur monnaie nationale sur la base de la parité de leur monnaie, en vigueur le jour du paiement.

Article 23

Les États membres créditeurs reçoivent de la Commission un versement effectué dans leur monnaie nationale sur la base de la parité en vigueur le jour de l'arrêté des comptes prévu à l'article 17 du présent règlement.

Article 24

Si la parité de la monnaie d'un État membre créditeur se modifie entre le moment de l'arrêté des comptes prévu à l'article 17 du présent règlement et celui du paiement, les excédents des comptes ouverts au nom de la Commission en faveur du Fonds social européen sont, en cas de dévaluation, répartis entre tous les États membres selon la clef de répartition prévue à l'article 200, paragraphe 2, du traité; en cas de réévaluation, tous les États membres doivent effectuer, auprès du compte ouvert au nom de la Commission en faveur du Fonds social européen, un versement complémentaire correspondant.

CHAPITRE IV**DISPOSITIONS FINALES****Article 25**

La Commission examinera, dans le délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, l'opportunité de procéder à sa révision. Elle soumettra dans ce délai ses conclusions au Conseil, éventuellement sous la forme de propositions.

Fait à Bruxelles, le 31 janvier 1961.

Toutefois, les dispositions relatives au Fonds social européen, pourront faire l'objet d'une révision en même temps que les dispositions du règlement n° 9.

Article 26

Le présent règlement entrera en vigueur à la date du 1^{er} avril 1961.

Par le Conseil

Le président

P. WIGNY

COMMISSION

FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT

AVIS

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 87

lancé par la République togolaise pour un projet financé par la Communauté économique européenne — Fonds européen de développement

Convention: 66/F/TO/E

Projet: 12.22.103

Objet:

Fourniture de rails, traverses métalliques et attaches pour 44,4 km de voie.

Estimation:

210.000.000 de francs C.F.A. (1).

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires éventuels que les paiements de cette fourniture peuvent être effectués directement dans la monnaie du pays du siège du bénéficiaire du marché.

Lieu de livraison:

Wharf de Lomé (Togo).

Délai de livraison:

Livraisons échelonnées sur 24 mois.

Les soumissions

rédigées en langue française, doivent parvenir par pli recommandé à M. l'Ambassadeur de la République togolaise à Paris ou y être déposées avant 12 heures du jour fixé pour leur ouverture qui aura lieu le 19 juillet 1961, à 15 heures, au siège de l'ambassade de la République togolaise à Paris XVII^e, 7, rue Alphonse-de-Neuville.

(1) Valeur: environ 851.000 U.S. dollars.

Le dossier d'appel d'offres

rédigé en langue française peut être obtenu par demande adressée à:

1. M. le Directeur du Réseau des chemins de fer du Togo, Lomé (Togo);
2. L'ambassade de la République togolaise à Paris.

Prix du dossier:

1. 5.000 francs C.F.A. soit à verser au compte chèque postal n° 0-04 du trésorier-payeur de la République togolaise à Lomé (Togo), soit à envoyer par chèque bancaire certifié payable dans la République togolaise ou bien;
2. 100 N.F. à verser à l'ambassade de la République togolaise à Paris XVII^e, 7, rue Alphonse-de-Neuille.

L'envoi sera effectué par avion, franco de port, après réception de la somme indiquée ci-dessus.

Consultation du dossier d'appel d'offres:

1. Direction du Réseau des chemins de fer du Togo, Lomé (Togo);
2. Commission de la Communauté économique européenne, direction générale du développement de l'outre-mer, 56, rue du Marais, Bruxelles;
3. Services d'information des Communautés européennes à:
Bonn, Zitelfmannstraße 11,
La Haye, Mauritskade 39,
Luxembourg, 18, rue Aldringer,
Paris XVI^e, 61-63, rue des Belles-Feuilles,
Rome, Via Poli, 29.
4. Office central des Chemins de fer d'outre-mer, 38, rue La Bruyère, Paris IX^e.

Renseignements supplémentaires:

De plus amples renseignements et autres informations quant à la nature du matériel à fournir peuvent être obtenus auprès du directeur du Réseau des chemins de fer du Togo, à Lomé; auprès de l'ambassade de la République togolaise à Paris et auprès de l'Office central des chemins de fer d'outre-mer à Paris.

En exécution de l'article 132, paragraphe 4, du traité de Rome, la participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissant des États membres et des pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté économique européenne.

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 88

**lancé par la République togolaise pour un projet financé par la
Communauté économique européenne — Fonds européen de
développement**

Convention: 66/F/TO/E

Projet: 12.22.103

Objet:

Fourniture de 2 locodraisines de chantier.

Lieu de livraison:

Franco wharf de Lomé (Togo).

Délai de livraison:

7 mois.

Estimation:

10.000.000 de francs C.F.A. (1).

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires éventuels que les paiements de cette fourniture peuvent être effectués directement dans la monnaie du pays du siège du bénéficiaire du marché.

Les soumissions

en langue française, doivent parvenir par pli recommandé adressé à M. l'Ambassadeur de la République togolaise à Paris, XVII^e, 7, rue Alphonse-de-Neuville ou y être déposées avant 12 heures du jour fixé pour leur ouverture qui aura lieu le 30 mai 1961, à 15 heures, au siège de l'ambassade de la République togolaise à Paris.

Le dossier d'appel d'offres

rédigé en langue française peut être obtenu par demande adressée à:

1. M. le Directeur du Réseau des chemins de fer du Togo, à Lomé (Togo);
2. L'ambassade de la République togolaise, 7, rue Alphonse-de-Neuville, Paris, XVII^e.

Le prix du dossier à expédier de Lomé (Togo) est de 3.000 francs C.F.A. qui est, soit à verser au compte chèque postal n° 0-04 du trésorier-payeur de la République togolaise à Lomé (Togo), soit à envoyer par chèque bancaire certifié payable dans la République togolaise.

Le prix du dossier à expédier de Paris est de 60 NF à verser à l'ambassade de la République togolaise, 7, rue Alphonse-de-Neuville, Paris, XVII^e.

L'envoi sera effectué par avion, franco de port, après réception de la somme correspondante indiquée ci-dessus.

(1) Valeur: environ 40.500 U.S. dollars.

Consultation du dossier d'appel d'offres:

1. Direction du Réseau des chemins de fer du Togo, Lomé (Togo);
2. Commission de la Communauté économique européenne, direction générale du développement de l'outre-mer, 56, rue du Marais, Bruxelles;
3. Services d'information des Communautés européennes à:
Bonn, Zitelmannastraße 11,
La Haye, Mauritskade 39,
Luxembourg, 18, rue Aldringer,
Paris XVI^e, 61-63, rue des Belles-Feuilles,
Rome, Via Poli, 29.
4. Office central des Chemins de fer d'outre-mer, 38, rue La Bruyère, Paris IX^e.

Renseignements supplémentaires:

De plus amples renseignements et autres informations quant à la nature du matériel à fournir peuvent être obtenus auprès du directeur du Réseau des chemins de fer du Togo, à Lomé (Togo) et auprès de l'Office central des Chemins de fer d'outre-mer, 38, rue La Bruyère, Paris, IX^e.

En exécution de l'article 132, paragraphe 4, du traité de Rome, la participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissant des États membres et des pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté économique européenne.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

LE CONSEIL

INFORMATIONS

RÈGLEMENT FINANCIER

relatif aux modalités et à la procédure de la mise à la disposition de la Commission des contributions des États membres, visées à l'article 172, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (article 183, b), du traité)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique et notamment ses articles 171, 172, 178, 181, 182 et 183, b),

vu la proposition de la Commission,

considérant qu'aux termes de l'article 183, b), du traité, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, fixe les modalités et la procédure selon lesquelles les contributions des États membres doivent être mises à la disposition de la Commission,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

La fixation définitive du budget de fonctionnement de la Communauté, arrêté conformément aux prescriptions de l'article 177, paragraphe 4, du traité, vaut obligation pour chaque État membre de mettre à la disposition de la Commission, dans les conditions déterminées par le présent règlement, les contributions fixées par le budget de fonctionnement.

Article 2

Les contributions financières fixées par le budget de fonctionnement sont exprimées dans l'unité de compte adoptée conformément aux dispositions du règlement pris en application de l'article 183, alinéa a), du traité. Elles sont converties dans les monnaies nationales respec-

tives sur la base du rapport entre le poids d'or fin contenu dans l'unité de compte visée ci-dessus et le poids d'or fin correspondant au pair de chacune de ces monnaies, tel qu'il a été déclaré au Fonds monétaire international. Au cas où la monnaie d'un ou de plusieurs États membres cesserait d'avoir une parité déclarée au Fonds monétaire international, la Commission proposerait au Conseil des mesures appropriées.

Article 3

(1) Les contributions financières ainsi exprimées en monnaie nationale sont inscrites par chaque État membre au crédit de comptes ouverts à la Commission auprès du Trésor ou de l'organisme désigné par l'État membre.

Cette inscription intervient:

a) A raison de 7/12^{es} de la contribution annuelle:

- avant le 20 janvier de l'année considérée si le budget de fonctionnement a été définitivement arrêté dans les délais prévus à l'article 177 du traité;
- dans les 30 jours après la fixation définitive du budget de fonctionnement si les dispositions de l'article 178 du traité ont été mises en application.

b) A raison des 5/12^{es} restants, le 1^{er} juillet de l'année considérée.

La Commission dispose, dans les conditions fixées aux articles ci-dessous, des sommes portées au crédit de ces comptes. A cet effet, elle transmet aux Trésors ou aux organismes désignés par les États membres ses ordres et instructions qui sont exécutés dans les meilleurs délais. Ces comptes de dépôt sont tenus sans aucun frais à la charge de la Communauté et ne portent pas intérêt à son profit.

(2) Sur demande de la Commission, les États membres avancent la date d'inscription prévue au paragraphe précédent ou consentent une avance sans intérêt ne pouvant excéder 2/12^{es} de leurs contributions. Cette avance vient en déduction du premier versement des contributions.

Article 4

Dans chaque État membre, la Commission entretient, auprès de la banque d'émission ou de l'institution financière agréée, des comptes portant les mêmes intitulés que ceux qui sont ouverts en application de l'article précédent, et par lesquels elle exécute, en particulier, ses opérations financières prévues à l'article 182 du traité.

Article 5

La Commission dispose des fonds portés au crédit des comptes visés à l'article 4 ci-dessus:

- pour assurer les paiements qu'elle doit faire dans la monnaie nationale dans laquelle ce compte est tenu;
- pour effectuer les transferts qui sont nécessaires au fonctionnement des institutions.

Article 6

Pour les opérations qui ne sont pas couramment effectuées par les banques d'émission ou par les centres de chèques postaux, ou en vue de faciliter les paiements qu'elle est amenée à faire pour l'exécution normale de son budget de fonctionnement, la Commission pourra ouvrir des comptes dans une ou plusieurs banques.

Article 7

Les sommes figurant au crédit des comptes visés à l'article 3 ci-dessus conservent la valeur correspondant à la parité en vigueur au jour du dépôt par rapport à l'unité de compte visée à l'article 2 du présent règlement.

Au cas où la parité de la monnaie d'un État membre par rapport à l'unité de compte est modifiée, le réajustement du solde des comptes de dépôt auprès du Trésor ou auprès de l'organisme désigné par l'État membre est différé jusqu'à l'adoption du budget rectificatif prévu à l'article 18 du règlement relatif à l'établissement et à l'exécution du budget de fonctionnement et à la responsabilité des ordonnateurs et des comptables.

Dans le mois qui suit l'adoption définitive du budget rectificatif, le réajustement du solde des comptes de dépôt auprès du Trésor ou auprès de l'organisme désigné par l'État membre ainsi que l'ajustement éventuel des contributions sont effectués soit au moyen d'un versement complémentaire opéré par le ou les États membres intéressés, soit d'un reversement effectué par la Commission.

En cas de besoin, la Commission peut demander à l'État ou aux États membres intéressés, avant l'adoption définitive du budget rectificatif, de procéder dans les vingt jours à un versement complémentaire, égal à tout ou partie du réajustement qui résulterait de l'application immédiate des dispositions du premier alinéa du présent article.

Article 8

Les transferts d'avoirs de la monnaie d'un État membre en celle d'un autre État membre, demandés par la Commission en vertu de l'article 182 du traité, sont effectués au cours du jour par les banques d'émission ou les institutions financières agréées par les États membres.

Article 9

La Commission dresse trimestriellement et transmet au Conseil une situation de trésorerie et un état des versements des États membres au titre de leurs contributions financières.

Elle transmet en même temps à chaque État membre un relevé des transferts, effectués au cours du trimestre, de la monnaie de cet État membre en une autre monnaie.

Article 10

Les articles 2 à 9 ci-dessus sont applicables pour le versement des avances faites en exécution des dispositions de l'article 178, alinéa 4, du traité.

Ces avances sont versées avant le 1^{er} du mois auquel elles s'appliquent, sauf celle du mois de janvier où le versement devra intervenir au plus tard le 20 de ce mois.

Article 11

Dans chaque État membre, la Commission fait, selon ses besoins, virer les fonds déposés auprès du Trésor ou de l'organisme désigné par l'État membre à un compte portant le même intitulé, ouvert auprès de la banque d'émission ou de l'institution financière agréée par l'État membre.

Toutefois, la Commission ne peut faire effectuer ces virements que dans la limite d'une fraction de la contribution totale égale à autant de douzièmes qu'il y a de mois entiers écoulés dans l'année, plus deux douzièmes.

La Commission répartit, dans toute la mesure du possible, les prélèvements à opérer sur les comptes visés à l'article 3, selon la clef de répartition prévue à l'article 172, paragraphe 1, du traité.

Article 12

En cas de besoin dûment justifié, la Commission peut demander au Conseil l'autorisation de procéder au virement d'une fraction de la contribution excédant le plafond déterminé selon les dispositions de l'article 11 du présent règlement.

Fait à Bruxelles, le 31 janvier 1961.

Cette faculté est accordée de droit par l'État membre intéressé lorsque la parité de la monnaie de cet État a subi une réduction par rapport à l'unité de compte.

Article 13

Si l'arrêté des comptes ou budget de fonctionnement d'un exercice fait apparaître un excédent de recettes sur les dépenses, compte tenu des crédits reportés sur le nouvel exercice et dont la couverture devra être assurée, les contributions financières des États membres pour le nouvel exercice sont diminuées du montant de cet excédent.

A cet effet, la Commission informe dès que possible chaque État membre du montant qui lui revient dans la répartition de cet excédent et qui est fixé selon la clef de répartition prévue à l'article 172, paragraphe 1, du traité. Elle reverse à l'État membre ce montant l'année suivante par contraction avec la seconde échéance de la contribution à verser par cet État.

Article 14

Si un budget supplémentaire pour les dépenses administratives de la Communauté est arrêté en cours d'exercice, les contributions financières nécessaires sont réparties entre les États membres selon la clef prévue à l'article 172, paragraphe 1, du traité.

Dès que ce budget supplémentaire est arrêté, les États membres mettent à la disposition de la Commission le complément de contribution visé à l'alinéa précédent. Les articles 2 à 10 sont applicables.

Article 15

La Commission examinera, dans le délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, l'opportunité de procéder à sa révision. Elle soumettra dans ce délai ses conclusions au Conseil, éventuellement sous la forme de propositions.

Article 16

Le présent règlement entrera en vigueur à la date du 1^{er} avril 1961.

Par le Conseil

Le président

J. van der SCHUEREN

L'OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

publie mensuellement:

Bulletin Général de Statistiques

Production industrielle et agricole

- Indices de production des secteurs industriels
- Production des principaux produits industriels
- Production agricole

Commerce intérieur et transports

- Indices du chiffre d'affaires du commerce de détail
- Trafic ferroviaire et fluvial

Emploi, chômage, salaires

- Indice des effectifs et des heures-ouvriers dans l'industrie
- Durée du travail dans l'industrie
- Chômage et offres d'emplois
- Salaires horaires bruts dans l'industrie

Prix

- Indices de prix à la consommation par catégories de dépenses
- Indices de prix de gros par catégories de produits

Commerce extérieur

- Commerce global de la C.E.E. par zones d'échanges
- Indices de volume et de valeur moyenne

Finances publiques monnaie et crédit

- Recettes fiscales de l'État
- Disponibilités monétaires, crédits, dépôts
- Taux de l'argent et taux d'escompte
- Indices du cours des actions

Notes statistiques: Partie variable traitant un ou plusieurs sujets d'actualité

La plupart des séries, fournies pour les pays de la C.E.E. et leur ensemble, sont également publiées pour le Royaume-Uni, les États-Unis et l'U.R.S.S.

Environ 70 pages de tableaux par numéro

Statistique mensuelle du Commerce Extérieur

Commerce des pays de la C.E.E.

Sept tableaux mensuels dégagent les aspects les plus importants des échanges commerciaux de la C.E.E.:

- situation par rapport au commerce mondial
- répartition générale par zones d'échanges et par classes de produits
- évolution globale du volume et des prix
- évolution par zones d'échanges et balances commerciales
- commerce par pays d'origine et de destination
- évolution par classes de produits
- commerce pour une sélection de produits sensibles aux variations conjoncturelles

Commerce des associés d'outre-mer de la C.E.E.

- Évolution comparée des échanges outre-mer-C.E.E. et outre-mer-monde
- Commerce par pays d'origine et de destination
- Évolution des échanges de produits

Commerce des pays tiers

- Évolution comparée des échanges pays-tiers-C.E.E. et pays-tiers-monde
- Commerce avec les pays de la C.E.E. et leurs concurrents

Tableaux trimestriels

Cette partie présentera par alternance des tableaux tels que:

- origine et destination du commerce C.E.E. par classes de produits, par secteurs de production, type d'utilisation dans l'économie, degré d'élaboration, etc.
- indices de volume et de valeur moyenne par zones géographiques et par classes de produits

Ces tableaux condensent les informations très détaillées de la série trimestrielle «Commerce extérieur — Tableaux analytiques»

Environ 100 pages de tableaux par numéro

Les deux Bulletins rassemblent dans les plus courts délais un large choix de données statistiques essentielles, illustrées de graphiques. Ils sont particulièrement adaptés à l'observation à court terme de l'évolution économique générale et de l'évolution du commerce extérieur des

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES C.E.C.A. — C.E.E. — EURATOM

Prix des abonnements pour l'année 1961

Un bulletin (11 numéros)	49 NF (500 FB)
Les deux bulletins (2 fois 11 numéros)	79 NF (800 FB)
Prix de vente au numéro	5 NF (50 FB)

Les commandes doivent être adressées aux bureaux de vente et d'abonnement indiqués à la dernière page du *Journal officiel des Communautés européennes*.

VENTE ET ABONNEMENTS

BUREAUX DE VENTE ET D'ABONNEMENT

FRANCE

SERVICE DE VENTE EN FRANCE DES
PUBLICATIONS DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES — 26, rue Desaix - Paris 15^e
Compte courant postal: Paris 23-96

BELGIQUE — BELGIË

MONITEUR BELGE

40, rue de Louvain - Bruxelles

Les abonnements sont souscrits et payés:

- Journal officiel aux bureaux des postes
- Périodiques divers à la direction du «Moniteur belge»

BELGISCH STAATSBLED

Leuvensestraat 40, Brussel

De abonnementen kunnen worden genomen en betaald:

- voor het Publikatieblad op de postkantoren
- voor de verschillende periodieken bij de Directie van het «Belgische Staatsblad»

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

IMPRIMERIE VICTOR BUCK

8, avenue Pescatore - Luxembourg

Les abonnements sont souscrits et payés aux bureaux des postes.

ALLEMAGNE

BUNDESANZEIGER — Postfach - Cologne 1
Fernschreiber: Anzeiger Bonn 08 882 595

Les abonnements sont souscrits et payés:

- Journal officiel aux bureaux des postes
- Périodiques divers à la Direction du «Bundesanzeiger»

ITALIE

LIBRERIA DELLO STATO
Piazza G. Verdi, 10 - Rome

Agences:

ROME — Via del Tritone, 61/A e 61/B

ROME — Via XX Settembre
(Palazzo Ministero delle Finanze)

MILAN — Galleria Vittorio Emanuele, 3

NAPLES — Via Chiaia, 5

FLORENCE — Via Cavour, 46/R

PAYS-BAS

STAATSDRUKKERIJ- EN UITGEVERIJ-
BEDRIJF — Fluwelen Burgwal 18 - La Haye

AUTRES PAYS

SERVICE DES PUBLICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bureau de vente: 2, place de Metz — Luxembourg

(C.C.P. N° 191-90)

PRIX

	Nouveaux francs français	Francs belges	Deutsche Mark	Lires	Florins
Vente au numéro: par chaque cahier de 24 pages ou fraction de 24 pages	0,60	6,—	0,50	75	0,40
Abonnement 1958-1959-1960	63,80	650,—	52,—	8.150	47,—
Abonnement 1961	35,—	350,—	28,—	4.370	25,50

Les versements doivent être adressés aux bureaux de vente et d'abonnement indiqués ci-dessus pour chaque pays.

V E R M E R K
für Herrn van DIERENDONCK

Betr.: Unterlagen für Herrn FREITAG

Bezüglich der Frage, was an Herrn Freitag geschickt werden könnte, darf ich folgendes bemerken:

a) Haushaltseinheiten und Finanzierungswesen

Die Haushaltseinheiten über das Budget 1961 besitzt Herr Freitag bereits.

Angaben über das finanzielle System des Sozialfonds sind insbesondere in der Haushaltsordnung über die Zurverfügungstellung der Beiträge der Mitgliedstaaten enthalten. Der entsprechende Verordnungsentwurf ist am 31. Januar 1961 vom Rat genehmigt worden, jedoch ist die Veröffentlichung bisher nicht erfolgt, so daß der entsprechende Text ^{hier zum Vorbehalt} nicht an den Fragesteller in den Vereinigten Staaten abgegeben werden kann. (beigefügt)

Andererseits könnte Herrn Freitag das in der Anlage beigefügte Exemplar der Haushaltsordnung über die Aufstellung und Ausführung des Haushaltsplans der EWG (Anzahlblatt der Europäischen Gemeinschaften Nr. 83 vom 29. Dezember 1960) zugesandt werden.

b) Geschäftsordnung des Ausschusses

Der Entwurf dieser Geschäftsordnung bedarf noch der Genehmigung durch den Rat. Aus diesem Grunde kann der vorliegende Text meines Erachtens nicht an den Fragesteller in den USA abgegeben werden.

c) Irgendwelche andere gültliche Dokumente

Hierzu wäre Herr Freitag vielleicht auf folgende Veröffentlichungen zu verweisen:

- M. van Dierendonck, "Deux ans et demi du Fonds Social Européen", Droit Social N° 11/novembre 1960 (Librairie sociale et économique, Paris);

.../...

*Die Einzelheiten
ist er nicht!*

*ist aber weniger
interessant*

- H. Knolle, "Der Europäische Sozialfonds",
Bundesarbeitsblatt Nr. 18, 2. September-Heft 1960
(Verlag W. Kohlhammer, Stuttgart und Köln);
- Jul Diederich, "Der Europäische Sozialfonds",
WFI-Mitteilungen, Heft 11/12 - November/Dezember 1960 -
(Band-Verlag, Köln);
- Ewald Jansen, "Anwendungsbereich und Arbeitsweise des
Europäischen Sozialfonds",
Europäische Wirtschaft Nr. 21 vom 15. November 1960
(Verlag August Latscher, Baden-Baden, Bonn).

Von den genannten Veröffentlichungen besitze ich leider
keine überschüssigen Exemplare. Eine diesbezügliche Beschaffung
ist mir innerhalb der gesetzten Frist leider nicht möglich.

1 Anlage

(JANSEN)

4)

see page 1942/60

AMTSBLATT

DER

EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

29. DEZEMBER 1960

AUSGABE IN DEUTSCHER SPRACHE

3. JAHRGANG Nr. 83

INHALT

EUROPÄISCHE ATOMGEMEINSCHAFT

DER RAT

Informationen

Haushaltsordnung über die Aufstellung und Ausführung des Verwaltungshaushaltsplans der EAG und über die Verantwortung der Anweisungsbefugten und der Rechnungsführer (Art. 183 a) und c) des Vertrages) ... 1921/60

EUROPÄISCHE WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT

DER RAT

Informationen

Haushaltsordnung über die Aufstellung und Ausführung des Haushaltsplans der EWG und über die Verantwortung der Anweisungsbefugten und der Rechnungsführer (Art. 209 a) und c) des Vertrages) 1939/60

EUROPÄISCHE ATOMGEMEINSCHAFT

DER RAT

INFORMATIONEN

HAUSHALTSORDNUNG

über die Aufstellung und Ausführung des Verwaltungshaushaltsplans der EAG und über die Verantwortung der Anweisungsbefugten und der Rechnungsführer (Art. 183 a) und c) des Vertrages)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN ATOMGEMEINSCHAFT —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft, insbesondere auf seine Artikel 175, 178, 179, 181 und 183 a) und c),

gestützt auf den Vorschlag der Kommission,

in der Erwägung, daß der Rat auf Grund des Artikels 183 a) und c) des Vertrages auf Vorschlag der Kommission die Einzelheiten für die Aufstellung und Ausführung des Verwaltungshaushaltsplans sowie die Vorschriften über die Verantwortung der anweisungsbefugten Personen und der Rechnungsführer und die entsprechenden Kontrollmaßnahmen festlegt,

in der Erwägung, daß die Aufstellung und Ausführung des Verwaltungshaushaltsplans den jeweils in den Artikeln 171, 177 und 175 aufgestellten Grundsätzen der Einheit und der Vollständigkeit sowie der Jährlichkeit und der Spezialität entsprechen müssen; daß andererseits zur Ausführung des Haushaltsplans die Vorschriften über die Annahme der Einnahmen und über die Mittelbindung, Feststellung, Anordnung und Zahlung der Ausgaben festgelegt sowie die Aufgaben und die Verantwortung der Anweisungsbefugten und der Rechnungsführer abgegrenzt werden müssen —

HAT FOLGENDE HAUSHALTSORDNUNG ERLASSEN:

TITEL I

ALLGEMEINE GRUNDSÄTZE

Artikel 1

(1) Durch den Verwaltungshaushaltsplan der Gemeinschaft — im folgenden als „Haushaltsplan“ bezeichnet — werden die Verwaltungsausgaben und -einnahmen der Gemeinschaft für jedes Haushaltsjahr veranschlagt und im voraus bewilligt. Jedoch können Ausgaben nach Maßgabe der im Haushaltsplan zu treffenden Regelung auch für einen das Haushaltsjahr überschreitenden Zeitraum bewilligt werden.

(2) Sofern erforderlich, kann die Kommission auf Antrag eines Organs den Vorentwurf eines Nachtragshaushaltsplans vorlegen.

Nachtragshaushaltspläne werden in der gleichen Form und nach dem gleichen Verfahren vorgelegt, geprüft und festgestellt wie der Haushaltsplan, dessen Ansätze durch sie geändert werden. Sie sind unter Bezugnahme auf diesen Haushaltsplan zu begründen. Die zuständigen Stellen beraten über Nachtragshaushaltspläne unter Berücksichtigung ihrer Dringlichkeit.

Jeder Vorentwurf eines Nachtragshaushaltsplans ist dem Rat in der Regel spätestens zu dem Zeitpunkt vorzulegen, der für die Vorlage des Vorentwurfs des Haushaltsplans für das folgende Haushaltsjahr vorgesehen ist.

Artikel 2

Die Haushaltsmittel sind nach den Grundsätzen der Sparsamkeit und der Wirtschaftlichkeit der Haushaltsführung zu verwenden.

Artikel 3

Alle Einnahmen und Ausgaben der Gemeinschaft sind in voller Höhe im Haushaltsplan zu veranschlagen und in der Rechnung nachzuweisen.

Die Gesamteinnahmen dienen zur Deckung der Gesamtausgaben, soweit Artikel 11 nichts anderes bestimmt.

Artikel 4

Eine Annahmeanordnung darf nur unter Bestimmung der Verbuchungsstelle bei einem

Artikel des Haushaltsplans erteilt und eine Einzahlung nur unter Buchung bei einem Artikel des Haushaltsplans angenommen werden.

Mittelbindungen und Auszahlungsanordnungen dürfen nur im Rahmen der bewilligten Haushaltsmittel vorgenommen und erteilt werden.

Die Einnahmen werden in voller Höhe und ohne Anrechnung auf die Ausgaben gebucht, soweit Artikel 12 nichts anderes bestimmt.

Artikel 5

Das Haushaltsjahr entspricht dem Kalenderjahr.

Die Einnahmen eines Haushaltsjahrs sind in dessen Rechnung nachzuweisen, soweit sie bis zum 31. Dezember eingegangen sind.

Einzahlungen, die auf Grund festgestellter Forderungen des abgelaufenen Haushaltsjahrs nach dem genannten Zeitpunkt angenommen wurden, sind in der Rechnung des folgenden Haushaltsjahrs bei den einzelnen Einnahmeartikeln des Haushaltsplans getrennt von den Einnahmen des laufenden Haushaltsjahrs nachzuweisen.

Die bewilligten Ausgabemittel dürfen nur nach vorheriger ordnungsmäßiger Mittelbindung und nur zur Bestreitung von Ausgaben des laufenden Haushaltsjahrs verwendet werden, soweit in Artikel 6 nichts anderes bestimmt ist oder es sich um Ausgaben zur Erfüllung von Verbindlichkeiten aus früheren Haushaltsjahren handelt, für die keine Mittel in das laufende Haushaltsjahr übertragen worden sind.

Die Ausgaben eines Haushaltsjahrs sind in der Rechnung des abgelaufenen Haushaltsjahrs nachzuweisen, soweit sie bis zum 31. Dezember geleistet worden sind.

Artikel 6

(1) Mit Ausnahme der Mittel für Personalausgaben können auf das folgende Haushaltsjahr übertragen werden:

a) Mittel, die zur Erfüllung der zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember ordnungsgemäß eingegangenen Zahlungsverpflichtungen

benötigt werden, mit Ausnahme der nach dem 30. November eingegangenen Zahlungsverpflichtungen für Lieferungen und Leistungen,

b) Mittel, die zur Erfüllung der zwischen dem 30. November und dem 31. Dezember eingegangenen Zahlungsverpflichtungen für Lieferungen und Leistungen benötigt werden, sowie die am 31. Dezember nicht gebundenen Mittel.

(2) Die in Absatz (1) Buchstabe a) genannten Mittel sind zu übertragen. Eine Aufstellung über diese Übertragungen ist dem Rat vor dem 1. März zur Kenntnisnahme zu übermitteln.

(3) Für die in Absatz (1) Buchstabe b) genannten Mittel legt die Kommission dem Rat vor dem 1. März eine Aufstellung über die Mittel vor, deren ordnungsgemäß begründete Übertragung für die einzelnen Organe beantragt worden ist.

Der Rat beschließt hierüber binnen sechs Wochen mit qualifizierter Mehrheit. Hat er bis zum Ablauf dieser Frist keinen Beschluß gefaßt, so gelten die Mittelübertragungen als genehmigt.

(4) Bei der Ausführung des Haushaltsplans wird die Verwendung der übertragenen Mittel in der Rechnung des laufenden Haushaltsjahrs bei den einzelnen Artikeln des Haushaltsplans gesondert nachgewiesen.

(5) Die auf das folgende Haushaltsjahr übertragenen Mittel verfallen, soweit sie bis zu dessen Ablauf nicht verwendet worden sind.

Artikel 7

Für laufende Verwaltungsausgaben, die ihrer Art nach am Anfang des Haushaltsjahrs fällig werden, können vom 1. Dezember des laufenden Haushaltsjahrs ab Mittelbindungen zu Lasten der für das kommende Haushaltsjahr

vorgesehenen Mittel vorgenommen werden, und zwar bis zu höchstens einem Viertel der entsprechenden Mittel des laufenden Haushaltsjahrs. Dies gilt jedoch nicht für neue Ausgaben, die im Haushaltsplan des laufenden Haushaltsjahrs noch nicht grundsätzlich genehmigt sind.

Artikel 8

Ist zu Beginn eines Haushaltsjahrs der Haushaltsplan noch nicht verabschiedet, so gelten für Mittelbindungen und Zahlungen von Ausgaben, die im letzten ordnungsmäßig verabschiedeten Haushaltsplan grundsätzlich genehmigt waren, die Bestimmungen des Artikels 178 des Vertrages. Diese Ausgaben können monatlich je Kapitel bis zur Höhe eines Zwölftels der Gesamtsumme der für das abgelaufene Haushaltsjahr in dem betreffenden Kapitel bewilligten Mittel gezahlt werden; die Kommission darf jedoch monatlich höchstens über ein Zwölftel der Mittel verfügen, die in dem in Vorbereitung befindlichen Entwurf des Haushaltsplans vorgesehen sind. Mittelbindungen können bis zu einem Viertel der Gesamtsumme der Haushaltsmittel des vorhergehenden Haushaltsjahrs vorgenommen werden, wobei jedoch die Mittel nicht überschritten werden dürfen, welche in dem in Vorbereitung befindlichen Entwurf des Haushaltsplans vorgesehen sind.

Auf Antrag der Kommission kann der Rat mit qualifizierter Mehrheit die gleichzeitige Verwendung von zwei oder mehr Zwölfteln genehmigen, soweit die Wirtschaftsführung dies erfordert.

Artikel 9

Der Haushaltsplan und die Nachtragshaushaltspläne sind in ihrer endgültig festgestellten Form auf Veranlassung des Rats im *Amtsblatt der europäischen Gemeinschaften* zu veröffentlichen.

TITEL II

AUFSTELLUNG DES HAUSHALTSPLANS

Artikel 10

Einnahmen der Gemeinschaft sind:

— das Aufkommen aus den gemäß Artikel 173 des Vertrages erhobenen Umlagen,

— die gemäß Artikel 12 des Protokolls über die Vorrechte und Befreiungen der Gemeinschaft erhobene Steuer,

— die Finanzbeiträge der Mitgliedstaaten,

— der etwaige Ertrag aus den im Haushaltsplan genehmigten Anleihen zur Finanzierung von Grundstücks- oder anderen Geschäften,

— sonstige Einnahmen, insbesondere diejenigen gemäß Artikel 12 vorletzter Absatz.

Artikel 11

In Abweichung von Artikel 3 dürfen alle Einnahmen, die der Gemeinschaft für einen bestimmten Zweck zufließen — insbesondere die Einkünfte aus Stiftungen, die Zuwendungen juristischer und natürlicher Personen sowie Schenkungen und Vermächtnisse —, nicht für einen anderen Zweck verwendet werden.

Die Kommission kann Stiftungen, Zuwendungen juristischer und natürlicher Personen, Schenkungen und Vermächtnisse und alle sonstigen Zuwendungen zugunsten der Gemeinschaft annehmen. Die Annahme von Zuwendungen, die mit Lasten irgendwelcher Art verbunden sind, bedarf der vorherigen Genehmigung des Rats. Hat der Rat binnen zwei Monaten nach Eingang des Antrags der Kommission keinen Einwand erhoben, so kann die Kommission endgültig entscheiden.

Artikel 12

In Abweichung von Artikel 4

a) kann von Rechnungen durch Anweisung des Nettobetrags folgendes abgezogen werden:

- die von einem Vertragspartner zu entrichtenden Vertragsstrafen,
- zu Unrecht geleistete Beträge, soweit ihr Ausgleich durch Vorwegabzug von einer Zahlung gleicher Art möglich ist, die aus Mitteln des gleichen Kapitels, Artikels und Haushaltsjahrs geleistet wird, unter denen der zuviel gezahlte Betrag nachgewiesen wurde,
- der bei der Anschaffung eines neuen Fahrzeugs nach Handelsbrauch angerechnete Wert eines in Zahlung gegebenen Fahrzeugs.

Nachlässe und Rabatte, die auf Rechnungen eines Zahlungsempfängers in Abzug gebracht werden, sind nicht gesondert als Einnahme zu buchen;

b) werden wiederverwendet:

- die Einnahmen, die sich aus der Erstattung zu Unrecht aus Haushaltsmitteln geleisteter Beträge ergeben,
- die Erlöse aus Lieferungen und Leistungen zugunsten anderer Organe oder Einrichtungen,
- Versicherungsleistungen.

Wird der unter a) vorgesehene Abzug erst nach Ablauf des Haushaltsjahrs vorgenommen, zu dessen Lasten die Ausgabe erfolgte, oder gehen die unter b) genannten Einnahmen, Erlöse und Versicherungsleistungen erst nach Ablauf dieses Haushaltsjahrs ein, so wird der entsprechende Betrag als Einnahme für das laufende Haushaltsjahr gebucht.

Der Buchungsplan sieht besondere Verbuchungsstellen für die Erfassung der unter b) zugelassenen Wiederverwendung bei den Einnahmen und den Ausgaben vor.

Artikel 13

(1) Der Haushaltsplan der Gemeinschaft enthält gesonderte, als „Einzelpläne“ bezeichnete Teile für die Ausgaben des Europäischen Parlaments, des Rats, der Kommission und des Gerichtshofs.

Die Ausgaben des Wirtschafts- und Sozialausschusses und des Kontrollausschusses werden im Einzelplan des Rats veranschlagt.

(2) Innerhalb jedes Einzelplans werden die Ausgaben je nach Art oder Bestimmung in Titel, Kapitel, Artikel und Posten gegliedert.

Für die Gliederung in Titel und Kapitel ist die im beigefügten Eingliederungsplan vorgenommene Aufteilung der hauptsächlichen Ausgabegruppen verbindlich. Für die Untergliederung der Kapitel wird ein einheitlicher Eingliederungsplan im gegenseitigen Einvernehmen der Organe festgelegt.

(3) Für jede gemeinsame Einrichtung und jeden gemeinsamen Dienst wird ein Ausgabenplan aufgestellt, der in der gleichen Weise gegliedert ist wie die Einzelpläne und denselben Vorschriften unterliegt; er wird dem entsprechenden Einzelplan als Anlage beigefügt. Der zu Lasten der Gemeinschaft gehende Anteil an diesen Ausgaben wird in diesen Einzelplan eingesetzt.

Artikel 14

(1) Die Mittel sind nach Kapiteln und nach Artikeln zu gliedern.

(2) Die bei einem Ausgabenkapitel veranschlagten Mittel dürfen nicht für Zwecke eines anderen Ausgabenkapitels verwendet werden.

Die Kommission kann jedoch beantragen, daß der Rat die Übertragung von Mitteln von Kapitel zu Kapitel genehmigt. Anträge der anderen Organe oder Einrichtungen, die eine Übertragung von Mitteln von Kapitel zu Kapitel betreffen, sind an den Rat weiterzuleiten; die Kommission kann diesen Anträgen eine Stellungnahme beifügen.

Der Rat beschließt hierüber binnen sechs Wochen mit qualifizierter Mehrheit. Hat er bis zum Ablauf dieser Frist keinen Beschluß gefaßt, so gelten die Mittelübertragungen als genehmigt.

(3) Die Übertragung von Mitteln von Artikel zu Artikel innerhalb eines Kapitels des gleichen Einzelplans erfolgt durch die Kommission. Bei den die Kommission nicht betreffenden Einzelplänen gilt die Übertragung als vollzogen, wenn die Kommission binnen sechs Wochen nach Eingang des Antrags keinen Beschluß gefaßt hat.

Artikel 15

Jeder Einzelplan kann ein Kapitel für Mittel enthalten, die für nicht besonders vorgesehene Ausgaben bestimmt sind.

Die Mittel dieses Kapitels dürfen nur im Wege von Mittelübertragungen gemäß Artikel 14 verwendet werden.

Artikel 16

Aus jeder in Artikel 13 Absatz (1) und (3) genannten Unterteilung des Haushaltsplans muß zu ersehen sein:

a) die Aufgliederung der Haushaltsmittel nach Titeln, Kapiteln, Artikeln und Posten, und zwar entsprechend einem auf dem Dezimalsystem beruhenden Eingliederungsplan. Ansatz und Zweckbestimmung der Haushaltsmittel sind für die Mittelbindungen und Zahlungen verbindlich,

b) ein Stellenplan, der die im Rahmen der Haushaltsmittel besetzbaren Planstellen nach Kategorien und Graden getrennt enthält,

c) die Höhe der tatsächlichen Ausgaben des letzten abgeschlossenen Haushaltsjahrs, der Betrag der für das laufende Haushaltsjahr und das vorhergehende Haushaltsjahr bewilligten Mittel sowie die entsprechenden Erläuterungen.

Artikel 17

Die Erläuterungen zu den Personalausgaben sind durch folgende Unterlagen zu ergänzen:

— eine Organisations- und Personalübersicht, aus der die Planstellen und der tatsächliche Personalbestand zum Zeitpunkt der Vorlage des Vorentwurfs des Haushaltsplans, getrennt nach Graden, Direktionen und Diensten, hervorgehen müssen,

— eine Begründung für jede beantragte neue Planstelle.

Artikel 18

Der Wert der Rechnungseinheit, in der der Haushaltsplan aufgestellt wird, beträgt 0,888.670.88 g Feingold.

Wird die Parität einer oder mehrerer Währungen in der Gemeinschaft gegenüber dieser Rechnungseinheit geändert, so bleiben die im Haushaltsplan in Rechnungseinheiten veranschlagten Einnahmen und Ausgaben unverändert; die Kommission legt dem Rat jedoch binnen zwei Monaten nach dieser Paritätsänderung den Vorentwurf eines Berichtigungshaushaltsplans zur Angleichung der in Rechnungseinheiten veranschlagten Mittel und Finanzbeiträge vor, damit der Umfang der im Haushaltsplan vorgesehenen Leistungen unverändert bleibt. Das Nähere über die Angleichung der Finanzbeiträge regeln die Vorschriften, nach denen die Finanzbeiträge der Mitgliedstaaten der Kommission zur Verfügung gestellt werden.

Artikel 19

Die Kommission faßt die von den einzelnen Organen aufgestellten Haushaltsvoranschläge

der Ausgaben in einem Vorentwurf des Haushaltsplans zusammen, den sie dem Rat spätestens bis zum 30. September jedes Jahres vorlegt.

Jeder Einzelplan des Vorentwurfs des Haushaltsplans enthält eine von dem betreffenden Organ verfaßte Einleitung.

Die Kommission stellt dem Vorentwurf des Haushaltsplans eine Gesamteinleitung voran, die insbesondere folgendes enthält:

— die den Mittelanforderungen zugrunde liegenden Leitgedanken,

— die Begründung für die Veränderungen in der Höhe der Mittel von einem Haushaltsjahr zum anderen.

Die Kommission fügt dem Vorentwurf des Haushaltsplans ferner eine Stellungnahme zu den Haushaltsvoranschlägen der anderen Or-

gane bei, die abweichende Voranschläge enthalten kann.

Artikel 20

Der Rat stellt den Entwurf des Haushaltsplans nach dem in Artikel 177 des Vertrages vorgesehenen Verfahren auf.

Er leitet ihn dem Europäischen Parlament zu, dem er spätestens am 31. Oktober vorzulegen ist.

Der Rat fügt dem Entwurf des Haushaltsplans eine Begründung bei.

Artikel 21

Der Haushaltsplan wird gemäß Artikel 177 des Vertrages endgültig festgestellt.

TITEL III

AUSFÜHRUNG DES HAUSHALTSPLANS

ABSCHNITT I

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 22

Der Haushaltsplan wird nach dem Grundsatz der Trennung von Anweisungsbefugnis und Rechnungsführung ausgeführt.

Die Bewirtschaftung der Mittel obliegt dem Anweisungsbefugten, der allein für die Mittelbindungen, die Feststellung der Forderungen und die Erteilung der Annahme- und Auszahlungsanordnungen zuständig ist. Der Rechnungsführer führt die Annahme- und Auszahlungsanordnungen aus. Die Tätigkeit des Anweisungsbefugten ist mit derjenigen des Finanzkontrolleurs und des Rechnungsführers unvereinbar.

Artikel 23

Die Kommission führt den Haushaltsplan in eigener Verantwortung und im Rahmen der bewilligten Mittel aus. Sie ist Anweisungsbefugte für die Einnahmen und Ausgaben der Gemeinschaft.

Die Kommission überträgt die Befugnisse, die zur Ausführung der Einzelpläne des Europäischen Parlaments, des Rats und des Gerichtshofs erforderlich sind, den Präsidenten dieser Organe.

Die Kommission und die Präsidenten der übrigen Organe können ihre Befugnisse nach Maßgabe der Geschäftsordnungen und innerhalb der in der Übertragungsverfügung festzulegenden Grenzen übertragen.

Die Bediensteten, auf die die Befugnisse übertragen werden, dürfen nur im Rahmen der ihnen ausdrücklich übertragenen Befugnisse tätig werden.

Die Übertragung der Befugnisse ist nach Maßgabe der in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen allen beteiligten Stellen mitzuteilen.

Artikel 24

Die Organe übermitteln der Kommission nach Maßgabe der in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen vierteljährlich eine Übersicht über die Ausführung ihres Einzelplans für das laufende Haushaltsjahr.

Artikel 25

Jedes Organ bestellt einen Bediensteten für die Kontrolle der Mittelbindungen und die Kontrolle der Anordnung der Ausgaben.

Die Vorschriften für die genannten Bediensteten müssen gewährleisten, daß diese bei der Erfüllung ihrer Aufgaben unabhängig sind. Maßnahmen, die mit ihrer Bestellung, Beförderung, mit Disziplinarstrafen oder Versetzungen und mit den verschiedenen Bestimmungen über die Unterbrechung des Dienstes oder das Ausscheiden aus dem Amt im Zusammenhang stehen, müssen Gegenstand von mit Gründen versehenen Entscheidungen sein; diese sind dem Rat zur Kenntnisnahme zu übermitteln.

Der Betroffene und das Organ, dem er angehört, können den Gerichtshof anrufen.

*ABSCHNITT II***EINNAHMEN***Artikel 26*

Für alle Beträge, die der Gemeinschaft geschuldet werden, erteilt der Anweisungsbefugte eine Annahmeanordnung, deren Art und Form, soweit erforderlich, durch die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen festgelegt werden.

Artikel 27

Der Rechnungsführer führt die Annahmeanordnungen aus, die ihm der Anweisungsbefugte zuleitet.

Er hat dafür zu sorgen, daß die Einnahmen der Gemeinschaft jeweils zu dem vorgesehenen Zeitpunkt eingehen und daß die Rechte der Gemeinschaft gewahrt werden.

Artikel 28

Für jede Bareinzahlung in die Kasse des Rechnungsführers ist eine Quittung zu erteilen.

*ABSCHNITT III***MITTELBINDUNG, FESTSTELLUNG,
ANORDNUNG UND ZAHLUNG
DER AUSGABEN****1. Mittelbindung***Artikel 29*

Für alle Maßnahmen, die zu einer Ausgabe zu Lasten des Haushaltsplans führen können,

muß der zuständige Anweisungsbefugte vorher einen Mittelbindungsantrag stellen.

Bei laufenden Ausgaben können Mittelbindungen für einen längeren Zeitraum zusammengefaßt beantragt werden.

Die Durchführung dieser Bestimmungen wird im einzelnen durch die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen geregelt; diese müssen die genaue buchmäßige Erfassung der Mittelbindungen und der Auszahlungsanordnungen entsprechend dem tatsächlichen Bedarf sicherstellen.

Artikel 30

Die Mittelbindungsanträge werden dem innerhalb jedes Organs für die Finanzkontrolle zuständigen Bediensteten zugeleitet; auf den Anträgen sind insbesondere der Gegenstand der Ausgabe, der voraussichtliche Ausgabenbetrag, die Verbuchungsstelle sowie der Zahlungsempfänger anzugeben; nach Erteilung des Sichtvermerks durch den für die Finanzkontrolle zuständigen Bediensteten werden die Anträge nach Maßgabe der in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen in ein Verzeichnis eingetragen.

Artikel 31

Durch den Sichtvermerk des mit der Kontrolle der Mittelbindungen Beauftragten oder des von diesem damit betrauten Bediensteten wird folgendes bestätigt:

- a) die Richtigkeit der Verbuchungsstelle,
- b) die Verfügbarkeit der Mittel,
- c) die Ordnungsmäßigkeit und Übereinstimmung der Ausgabe im Hinblick auf die geltenden Bestimmungen, insbesondere den Haushaltsplan, die Verordnungen sowie alle in Durchführung des Vertrages und der Verordnungen getroffenen Maßnahmen.

Artikel 32

Die Verweigerung des Sichtvermerks ist schriftlich und hinreichend zu begründen; der Anweisungsbefugte ist hiervon zu unterrichten.

Wird der Sichtvermerk für einen Mittelbindungsantrag verweigert und hält der Anweisungsbefugte seinen Antrag aufrecht, so ist eine Entscheidung der in Artikel 23 Absatz 1 und 2 genannten höchsten Stelle des Organs herbeizuführen.

Bestätigt die verantwortliche Stelle des betreffenden Organs die Mittelbindungen durch eine mit Gründen versehene Entscheidung und regelt sie die Art und Weise der Durchführung, so kann der Sichtvermerk nur verweigert werden, wenn die Verfügbarkeit der Mittel in Frage steht.

2. Feststellung der Ausgaben

Artikel 33

Mit der Feststellung einer Ausgabe bestätigt der Anweisungsbefugte:

— daß der Zahlungsempfänger einen Anspruch hat,

— daß die Höhe der bestehenden Forderung richtig angegeben ist und

— daß der für die Fälligkeit angegebene Zeitpunkt richtig ist.

Artikel 34

Die Feststellung von Ausgaben bedarf der Vorlage von Belegen, aus denen der Anspruch des Zahlungsempfängers und die Art der von ihm erbrachten Leistung hervorgehen. Die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen regeln Art und Inhalt der Belege, die den Auszahlungsanordnungen beizufügen sind.

Der für die Feststellung der Ausgaben zuständige Anweisungsbefugte trifft diese Feststellungen selbst oder bestätigt unter eigener Verantwortung, daß diese getroffen worden sind.

Artikel 35

Die Gehälter, Löhne und Vergütungen sind auf Grund von Sammellisten festzustellen, die von der für Personalangelegenheiten zuständigen Stelle aufgestellt werden, es sei denn, daß eine Einzelfeststellung erforderlich ist.

3. Anordnung der Ausgaben

Artikel 36

Durch die Auszahlungsanordnung weist der Anweisungsbefugte den Rechnungsführer an, eine festgestellte Ausgabe zu zahlen.

Artikel 37

Die Auszahlungsanordnung muß enthalten:

— das Haushaltsjahr, unter dem die Ausgabe gebucht werden soll,

— den Artikel des Haushaltsplans und gegebenenfalls weitere Untergliederungen (Verbuchungsstelle),

— den zu zahlenden Betrag (in Ziffern und in Buchstaben),

— Name und Anschrift des Zahlungsempfängers,

— die Zahlungsform, soweit möglich, und

— den Gegenstand der Ausgabe.

Die Auszahlungsanordnung ist vom Anweisungsbefugten zu unterzeichnen und mit Datum zu versehen.

Artikel 38

Der Auszahlungsanordnung sind Originalbelege beizufügen; auf ihnen oder auf einer Anlage ist ein Vermerk anzubringen, mit dem die Richtigkeit der zu zahlenden Beträge, der Eingang der Lieferungen oder die Ausführung der Leistungen sowie gegebenenfalls die Eintragung der Gegenstände in das Bestandsverzeichnis der Gemeinschaft bestätigt wird.

Außerdem sind auf der Auszahlungsanordnung Nummer und Datum der Sichtvermerke für die entsprechenden Mittelbindungen anzugeben.

An Stelle der Originalbelege können gegebenenfalls Abschriften verwendet werden, deren Übereinstimmung mit dem Original von dem Anweisungsbefugten zu bescheinigen ist.

Artikel 39

Bei Abschlagszahlungen sind der ersten Auszahlungsanordnung Belege beizufügen, aus denen der Anspruch des Zahlungsempfängers auf die Abschlagszahlung hervorgeht.

Die bereits vorgelegten Belege sowie die nähere Bezeichnung der ersten Auszahlungsanordnung sind auf den folgenden Auszahlungsanordnungen zu vermerken.

Artikel 40

Die Auszahlungsanordnungen sind dem für die Finanzkontrolle zuständigen Bediensteten zur vorherigen Erteilung des Sichtvermerks zuzuleiten.

Durch den vorherigen Sichtvermerk wird bestätigt:

a) die Ordnungsmäßigkeit der Erteilung der Auszahlungsanordnung,

b) die Übereinstimmung der Auszahlungsanordnung mit der Mittelbindung und die Richtigkeit des Betrages,

c) die Richtigkeit der Verbuchungsstelle,

d) die Verfügbarkeit der Mittel,

- e) die Ordnungsmäßigkeit der Belege und
- f) die Richtigkeit der Bezeichnung des Zahlungsempfängers.

Artikel 41

Wird der Sichtvermerk verweigert, so findet Artikel 32 Anwendung.

Artikel 42

Nach Erteilung des Sichtvermerks wird das Original der Auszahlungsanordnung zusammen mit den Belegen dem Rechnungsführer zugeleitet.

4. Zahlung der Ausgaben

Artikel 43

Durch die Zahlung erfüllt das betreffende Organ seine Verbindlichkeiten gegenüber dem Zahlungsempfänger.

Die Zahlung wird vom Rechnungsführer im Rahmen der verfügbaren Mittel bewirkt.

Artikel 44

In jedem Organ ist ein Rechnungsführer für die Annahme von Einnahmen und die Leistung von Auszahlungen zuständig.

Der Rechnungsführer wird von der Kommission oder von der in Artikel 23 genannten höchsten Stelle des Organs bestellt.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 46 Absatz 2 kann nur er die Zahlungsmittel und Wertgegenstände verwalten. Er ist für ihre Verwahrung verantwortlich.

Er kann bei der Ausführung seiner Aufgaben von einem oder mehreren ihm unterstellten Rechnungsführern unterstützt werden.

Liegen sachliche Irrtümer vor oder besteht Grund zu der Annahme, daß die Zahlung keine schuldbefreiende Wirkung hat, oder sind die in dieser Haushaltsordnung vorgeschriebenen Formen nicht beachtet worden, so hat der Rechnungsführer die Zahlung auszusetzen.

Artikel 45

Der Rechnungsführer hat die Aussetzung der Zahlung in einer schriftlichen Erklärung zu

begründen, die er unverzüglich dem Anweisungsbefugten zuleitet.

Außer wenn Grund zu der Annahme besteht, daß die Zahlung keine schuldbefreiende Wirkung hat, kann der Anweisungsbefugte die in Artikel 23 genannte höchste Stelle des Organs anrufen. Diese kann schriftlich und unter eigener Verantwortung anordnen, daß die Zahlung bewirkt wird.

Artikel 46

Die Zahlungen sind grundsätzlich über ein Bank- oder Postscheckkonto zu leisten. Die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen regeln im einzelnen, wie diese Konten anzulegen und zu verwalten sind und wie über sie zu verfügen ist.

Sie sehen insbesondere vor, daß Schecks sowie Bank- oder Postüberweisungen mit zwei Unterschriften zu versehen sind, darunter notwendigerweise derjenigen des Rechnungsführers oder eines ordnungsgemäß ermächtigten Zahlstellenverwalters; sie bestimmen ferner, welche Zahlungen ausschließlich durch Scheck, Bank- oder Postüberweisung zu bewirken sind.

Artikel 47

Für die Zahlung bestimmter Arten von Ausgaben können nach Maßgabe der in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen Zahlstellen errichtet werden.

Die Vorschriften über die Verwaltung der Zahlstellen enthalten insbesondere Bestimmungen über:

- die Bestellung der Zahlstellenverwalter,
- die Art und den Höchstbetrag jeder zu leistenden Ausgabe,
- den Höchstbetrag der Dauervorschüsse, mit denen die Zahlstellen ausgestattet werden können,
- die Formen und Fristen für die Vorlage der Belege,
- die Verantwortung der Zahlstellenverwalter.

Artikel 48

Der Finanzkontrolleur im Sinne des Artikels 25, der zuläßt, daß die Mittel überschritten

werden, oder bei der Erfüllung seiner Aufgaben grob fahrlässig handelt, ist disziplinarisch verantwortlich.

5. Verantwortung der Anweisungsbefugten, der Rechnungsführer und der Zahlstellenverwalter

Artikel 49

Der Anweisungsbefugte, der Zahlungsverpflichtungen erteilt oder Auszahlungsanordnungen erteilt, ohne die Bestimmungen dieser Haushaltsordnung zu beachten, ist disziplinarisch verantwortlich und gegebenenfalls zum Schadenersatz verpflichtet.

Artikel 50

(1) Der Rechnungsführer und die unterstellten Rechnungsführer sind für die von ihnen geleisteten Zahlungen disziplinarisch verantwortlich und gegebenenfalls zum Schadenersatz verpflichtet:

a) wenn sie die Bestimmungen des Artikels 44 Absatz 5 nicht beachten,

b) wenn die von ihnen geleistete Zahlung nicht dem auf der Auszahlungsanordnung angegebenen Betrag entspricht,

c) wenn sie die Zahlung an einen anderen als den berechtigten Empfänger leisten.

Sie sind disziplinarisch verantwortlich für die sichere Aufbewahrung der ihnen anvertrauten Zahlungsmittel, Wertgegenstände und Urkunden sowie für die ordnungsmäßige Ausführung der Anordnungen, die sie hinsichtlich der Verwendung und Verwaltung der Bank- und Postscheckkonten erhalten; sie sind gegebenenfalls zum Schadenersatz verpflichtet.

(2) Der Zahlstellenverwalter ist disziplinarisch verantwortlich und gegebenenfalls zum Schadenersatz verpflichtet:

a) wenn er die von ihm geleisteten Zahlungen nicht durch ordnungsmäßige Belege nachweisen kann,

b) wenn er die Zahlung an einen anderen als den berechtigten Empfänger leistet.

Er ist disziplinarisch verantwortlich für die sichere Aufbewahrung der ihm anvertrauten Zahlungsmittel, Wertgegenstände und Urkunden; er ist gegebenenfalls zum Schadenersatz verpflichtet.

(3) Der Rechnungsführer oder der Zahlstellenverwalter kann sich gegen die Risiken versichern, denen er auf Grund dieses Artikels ausgesetzt ist; die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen legen im einzelnen fest, in welcher Weise das Organ die Versicherungskosten, die dem Rechnungsführer oder dem Zahlstellenverwalter durch die Sicherung gegen die mit seiner Tätigkeit zusammenhängenden Risiken entstehen, teilweise decken kann.

(4) Die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen legen fest, welche Arten von Bediensteten die Eigenschaft eines Rechnungsführers oder Zahlstellenverwalters haben.

Artikel 51

Die Anweisungsbefugten, die Rechnungsführer, die diesen unterstellten Rechnungsführer und die Zahlstellenverwalter können auf Antrag des betreffenden Organs vor dem Gerichtshof der europäischen Gemeinschaften verantwortlich gemacht werden.

Artikel 52

Jedes Organ verfügt vom Zeitpunkt der Vorlage der Rechnung ab über eine Frist von zwei Jahren, um über die Entlastung zu beschließen, die dem Rechnungsführer für diese Rechnung zu erteilen ist.

TITEL IV

AUFTRAGSVERGABE FÜR LIEFERUNGEN, BAU- UND SONSTIGE LEISTUNGEN

Artikel 53

(1) Die Aufträge über Lieferungen, Bau- und sonstige Leistungen bedürfen der Schriftform. Sie werden nach Ausschreibung im Preis- oder Leistungswettbewerb vergeben.

In den Fällen des Artikels 55 können Aufträge jedoch freihändig vergeben werden.

In den Fällen des Artikels 59 können Aufträge lediglich gegen Rechnung vergeben werden.

(2) Die Ausschreibungen zur Teilnahme am Wettbewerb werden grundsätzlich in allen Ländern der Gemeinschaft bekanntgegeben. Bei bestimmten Lieferungen, Bau- oder sonstigen Leistungen, die nach Wert oder Art nicht Gegenstand einer allgemeinen Ausschreibung sein können, kann diese Bekanntgabe eingeschränkt werden.

Artikel 54

(1) Die Vergabe im Preiswettbewerb ist eine Maßnahme der Verwaltung zwecks Abschluß eines Vertrages, der eine Ausschreibung voraussetzt. Hierbei wird öffentlich demjenigen Bieter, der das niedrigste unter den formgerechten, vorschriftsmäßigen und vergleichbaren Angeboten abgegeben hat, der Anspruch auf die endgültige Erteilung des Zuschlags nach Genehmigung durch den zuständigen Anweisungsbefugten zuerkannt.

Die Vergabe im Preiswettbewerb ist dann öffentlich, wenn jeder Bewerber ein Angebot einreichen kann; sie wird als beschränkt bezeichnet, wenn nur geeignete Bewerber Angebote einreichen dürfen.

(2) Bei Vergabe im Leistungswettbewerb wird der Vertrag zwischen den Vertragsteilen nach einer Ausschreibung zur Teilnahme an einem Wettbewerb abgeschlossen. Hierbei kann das Angebot frei gewählt werden, das hinsichtlich des Preises für die Lieferung, Bau- oder sonstige Leistung, ihrer Betriebskosten und ihres technischen Werts sowie der von jedem Bieter gebotenen fachlichen und finanziellen Sicherheiten und der Ausführungsfrist als vorteilhaftestes befunden wird.

Die Vergabe im Leistungswettbewerb ist dann öffentlich, wenn sie mit einer allgemeinen Ausschreibung zur Teilnahme am Wettbewerb verbunden ist; sie ist beschränkt, wenn sich die Ausschreibung nur an die Bewerber wendet, deren Beteiligung beschlossen worden ist.

(3) Das Ausschreibungsverfahren für die Vergabe im Preiswettbewerb sowie im Leistungswettbewerb wird im einzelnen in den in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen geregelt.

Artikel 55

Die freihändige Vergabe ist zulässig:

(1) wenn die Auftragssumme bei Lieferungen 2000 Rechnungseinheiten und bei Bauleistungen 5000 Rechnungseinheiten im Sinne des Artikels 18 nicht übersteigt. Dabei bleibt die Verwaltung verpflichtet, die Bewerber, welche die

den Gegenstand der Vergabe bildenden Lieferungen oder Bauleistungen ausführen können, soweit wie möglich und auf jede geeignete Weise miteinander in Wettbewerb treten zu lassen;

(2) wenn die Lieferungen, Bau- oder sonstigen Leistungen so dringend benötigt werden, daß der Zeitverlust bei der in Artikel 54 genannten Ausschreibung zur Teilnahme am Wettbewerb nicht tragbar ist;

(3) wenn die Ausschreibungen zur Vergabe im Preis- oder Leistungswettbewerb ergebnislos geblieben sind oder kein Angebot mit annehmbaren Preisen erbracht haben;

(4) wenn mit Rücksicht auf technische Erfordernisse oder sachliche oder rechtliche Umstände die Ausführung der Lieferung, Bau- oder sonstigen Leistung nur von einem bestimmten Unternehmer oder Lieferer ausgeführt werden kann.

Artikel 56

Bei der Vergabe von Aufträgen durch die Gemeinschaft dürfen die Angehörigen der Mitgliedstaaten nicht auf Grund ihrer Staatsangehörigkeit unterschiedlich behandelt werden.

Artikel 57

Aufträge, deren Summe 10 000 Rechnungseinheiten übersteigt, werden in jedem Organ vor der Entscheidung des Anweisungsbefugten einem Vergabebeirat zur Begutachtung vorgelegt, dessen Zusammensetzung und Arbeitsweise sich nach den in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen regelt.

Diesem Beirat muß mindestens je ein Vertreter der Abteilungen Allgemeine Verwaltung, Finanzen und Rechtsfragen angehören.

Der Beirat äußert sich gutachtlich über die Ordnungsmäßigkeit des eingeschlagenen Vergabeverfahrens, die Wahl des Lieferers oder Unternehmers und allgemein zu den vorgesehenen Auftragsbedingungen.

Artikel 58

Zur Sicherung der Vertragsausführung kann von den Lieferanten oder Unternehmern im Rahmen der Sicherheitsbedingungen verlangt werden, daß im voraus eine Sicherheit nach Maßgabe der in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen geleistet wird.

Die Höhe der Sicherheit richtet sich nach

— den bei Verträgen über Lieferungen wirtschaftsüblichen Bedingungen,

— den für die Ausführung von Bauleistungen maßgeblichen besonderen Vertragsbedingungen.

Bei Bauarbeiten, deren Auftragssumme 20 000 Rechnungseinheiten übersteigt, bedarf es stets einer Sicherheitsleistung; eine Sicherheit wird bis zur endgültigen Abnahme einbehalten.

Artikel 59

Aufträge können lediglich gegen Rechnung vergeben werden, wenn der voraussichtliche Wert der Lieferung, Bau- oder sonstigen Leistung 200 Rechnungseinheiten nicht übersteigt. Bei Ausgabeverbindlichkeiten, die außerhalb des Sitzes des Organs eingegangen werden sollen, erhöht sich dieser Betrag auf 500 Rechnungseinheiten.

TITEL V

BESTANDSVERZEICHNISSE UND RECHNUNGSFÜHRUNG

1. Bestandsverzeichnisse über das bewegliche und unbewegliche Vermögen

Artikel 60

Über alle zum Vermögen der Gemeinschaft gehörenden beweglichen und unbeweglichen Gegenstände wird nach dem von der Kommission festgelegten Muster ein laufendes Bestandsverzeichnis geführt. In dieses Verzeichnis werden bewegliche Gegenstände nur eingetragen, wenn ihr Wert den Betrag übersteigt, der durch die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen festgelegt wird.

Die Kommission läßt, soweit erforderlich, die Übereinstimmung des Bestandsverzeichnisses mit dem tatsächlichen Bestand im Einvernehmen mit dem jeweiligen Organ feststellen.

Artikel 61

Sollen bewegliche Gegenstände veräußert werden, so ist dies in geeigneter Weise zu veröffentlichen; die Einzelheiten für diese Veröffentlichung werden in den in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen festgelegt.

Artikel 62

Werden im Bestandsverzeichnis eingetragene Gegenstände veräußert, in anderer Weise abgegeben, als unbrauchbar aus dem Bestand ausgesondert oder kommen sie durch Verlust, Diebstahl oder in sonstiger Weise abhanden, so hat der Anweisungsbefugte eine entsprechende Erklärung oder eine Niederschrift auszustellen, die mit dem Sichtvermerk der Finanzkontrolle zu versehen ist.

Aus der Erklärung oder der Niederschrift muß insbesondere hervorgehen, ob ein Bediensteter der Gemeinschaft oder eine andere Per-

son zum Schadenersatz herangezogen werden kann.

Artikel 63

Neuerworbene bewegliche oder unbewegliche Gegenstände im Sinne des Artikels 60 sind jeweils vor der Bezahlung in das laufende Bestandsverzeichnis einzutragen.

Die Eintragung ist auf der entsprechenden Rechnung zu vermerken.

2. Rechnungsführung

Artikel 64

Die Rechnungsführung ist nach Kalenderjahren in Form einer Buchführung vorzunehmen, die es ermöglicht, eine Übersicht über das Vermögen und die Schulden der Gemeinschaft aufzustellen. Die Rechnungsführung muß sämtliche Einnahmen und Ausgaben vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahrs in voller Höhe erfassen; sie stützt sich auf die Belege. Sie kann unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 18 in der Währung des Mitgliedstaats geführt werden, in dessen Hoheitsgebiet sich der Sitz der Gemeinschaft befindet.

Artikel 65

Die Buchungen sind nach einem in Kontengruppen unterteilten Buchungsplan unter genauer Trennung der für die Aufstellung der Übersicht über das Vermögen und die Schulden maßgebenden Konten und der Konten für Haushaltsausgaben und -einnahmen vorzunehmen.

Die Buchungen sind in Büchern oder auf Karteikarten vorzunehmen, die ermöglichen müssen, eine monatliche Übersicht über das Vermögen

und die Schulden sowie eine nach Kapiteln und Artikeln gegliederte Übersicht über die Haushaltseinnahmen und -ausgaben aufzustellen.

Artikel 66

Die Einzelheiten der Aufstellung und Ausführung des Buchungsplans werden in den in

Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen festgelegt.

Artikel 67

Die Bücher werden bei Ablauf des Haushaltsjahrs abgeschlossen, damit die Übersicht über das Vermögen und die Schulden der Gemeinschaft und die Rechnung aufgestellt werden können.

TITEL VI

SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 68

Der Rat kann in den seiner Zuständigkeit unterliegenden Haushaltsfragen alle erforderlichen Auskünfte und Nachweise verlangen. Der Rat kann bei seiner Aufgabe von einem Ausschuss unterstützt werden, der im Rahmen des Ausschusses der Ständigen Vertreter gemäß Artikel 16 der Geschäftsordnung eingesetzt wird.

Artikel 69

Der Rat und die Kommission unterrichten den Kontrollausschuss innerhalb kürzester Frist von allen ihren Beschlüssen und Maßnahmen auf Grund der Artikel 6 Absätze (2) und (3), 8, 11, 14 Absätze (2) und (3) und 21 dieser Haushaltsordnung.

Die Bestellung der Anweisungsbefugten, der Finanzkontrolleure, der Rechnungsführer und der Zahlstellenverwalter sowie die Übertragung von Befugnissen auf Grund der Artikel 23, 25, 44 und 47 dieser Haushaltsordnung werden dem Kontrollausschuss mitgeteilt.

Die Kommission gibt dem Kontrollausschuss die auf Grund des Artikels 70 erlassenen Ausführungsbestimmungen bekannt.

Artikel 70

Die Kommission erläßt im Benehmen mit dem Rat und nach Stellungnahme der übrigen Organe die Ausführungsbestimmungen zu dieser Haushaltsordnung.

Artikel 71

Die Kommission prüft binnen drei Jahren nach Inkrafttreten dieser Haushaltsordnung, ob deren Änderung zweckmäßig ist. Sie unterbreitet dem Rat innerhalb dieser Frist das Ergebnis ihrer Prüfung gegebenenfalls in Form von Vorschlägen.

Artikel 72

Diese Haushaltsordnung tritt am 1. Januar 1961 in Kraft.

Geschehen zu Brüssel am 15. November 1960.

Im Namen des Rats

Der Präsident

J. M. A. H. LUNS

ANLAGE

EINGLIEDERUNGSPLAN

gemäß Artikel 13

TITEL I

**Gehälter; Vergütungen und Kosten bei Dienstantritt, Ausscheiden aus dem Dienst
und Versetzungen***Kapitel I: Mitglieder der Kommission*

- Artikel 10: Gehälter; Zulagen und Entschädigungen
Posten 101 — Grundgehälter
Posten 102 — Residenzzulagen
Posten 103 — Familienzulagen
Posten 104 — Erziehungszulagen
Posten 105 — Aufwandsentschädigungen
- Artikel 11: Kranken- und Unfallversicherung
- Artikel 12: Übergangsgelder
- Artikel 13: Versorgungsbezüge

Kapitel II: Personal

- Artikel 20: Personal in Dauerplanstellen
Posten 201 — Grundgehälter
Posten 202 — Residenzzulagen
Posten 203 — Auslandszulagen
Posten 204 — Familienzulagen
Posten 205 — Erziehungszulagen
Posten 206 — Beiträge zur Versorgungskasse
- Artikel 21: Kranken- und Unfallversicherung
- Artikel 22: Sonstige Zulagen und Vergütungen
Posten 221 — Geburtenzulagen und Sterbegelder
Posten 222 — Fahrkosten anlässlich des Jahresurlaubs
- Artikel 23: Hilfskräfte
- Artikel 24: Überstunden

*Kapitel III: Kosten und Vergütungen bei Dienstantritt, Ausscheiden aus dem
Dienst und Versetzungen*

- Artikel 30: Fahrkosten
Posten 301 — Mitglieder der Kommission
Posten 302 — Personal
- Artikel 31: Einrichtungs-, Wiedereinrichtungs- und Versetzungsbeihilfen
Posten 311 — Mitglieder der Kommission
Posten 312 — Personal
- Artikel 32: Umzugskosten
Posten 321 — Mitglieder der Kommission
Posten 322 — Personal
- Artikel 33: Zeitweilige Tagegelder
Posten 331 — Mitglieder der Kommission
Posten 332 — Personal

TITEL II

Gebäude, Material und sonstige Sachausgaben**Kapitel IV: Gebäude**

- Artikel 40: Mieten
- Artikel 41: Versicherungskosten
- Artikel 42: Wasser, Gas, Strom, Heizung
- Artikel 43: Reinigung und Unterhaltung
- Artikel 44: Herrichtung der Diensträume
- Artikel 45: Sonstige laufende Sachausgaben

**Kapitel V: Mobiliar, Material, technische Anlagen:
Unterhaltung und Ersatzbeschaffung**

- Artikel 50: Ersatzbeschaffung von Büromaschinen
- Artikel 51: Ersatzbeschaffung von Mobiliar
- Artikel 52: Ersatzbeschaffung von Material und technischen Anlagen
- Artikel 53: Ersatzbeschaffung von Kraftfahrzeugen
- Artikel 54: Mieten
 - Posten 541 — Büromaschinen
 - Posten 542 — Mobiliar
 - Posten 543 — Material und technische Anlagen
 - Posten 544 — Kraftfahrzeuge
- Artikel 55: Unterhaltung, Benutzung und Instandsetzung
 - Posten 551 — Büromaschinen
 - Posten 552 — Mobiliar
 - Posten 553 — Material und technische Anlagen
 - Posten 554 — Kraftfahrzeuge

Kapitel VI: Laufende Sachausgaben

- Artikel 60: Papier und Bürobedarf
 - Posten 601 — Papier und Bürobedarf
 - Posten 602 — Abonnements, Zeitungen, Zeitschriften
 - Posten 603 — Bibliothek
- Artikel 61: Postgebühren, Fernmeldegebühren und Zustellungskosten
 - Posten 611 — Postgebühren und Zustellungskosten
 - Posten 612 — Ferngespräche, Telegramme, Fernschreiben
- Artikel 62: Verschiedene Sachausgaben
 - Posten 621 — Verschiedene Ausgaben für Personaleinstellung
 - Posten 622 — Bankkosten
 - Posten 623 — Gerichtskosten
 - Posten 624 — Übersetzungs-, Schreib- und ähnliche Arbeiten außerhalb des Hauses
 - Posten 625 — Dienstkleidung
 - Posten 626 — Verschiedene Ausgaben für interne Sitzungen
 - Posten 627 — Umzug von Dienststellen
 - Posten 628 — Sprachkurse
 - Posten 629 — Kleinausgaben

Kapitel VII: Ausgaben für Empfänge und für Repräsentationszwecke

- Artikel 70: Ausgaben für Empfänge und für Repräsentationszwecke

Kapitel VIII: Dienstreise- und Fahrkosten

- Artikel 80: Dienstreise- und Fahrkosten
 - Posten 801 — Mitglieder der Kommission
 - Posten 802 — Personal
 - Posten 803 — Pauschalabgeltung von Fahrkosten
 - Posten 804 — Sonderausrüstungen für Dienstreisen

Kapitel IX: Ausgaben für Sitzungen, Einberufungen, Fortbildungsaufenthalte

- Artikel 90: Fahr- und Aufenthaltskosten bei Sitzungen und Einberufungen im allgemeinen — Ausschüsse
Posten 901 — Sitzungen und Einberufungen im allgemeinen
Posten 902 — Ausschüsse
- Artikel 91: Konferenzen und Kongresse
- Artikel 92: Fortbildungsaufenthalte
Posten 921 — Fortbildungsaufenthalte für afrikanische Führungskräfte
Posten 922 — Sonstige Fortbildungsaufenthalte
- Artikel 93: Sachverständigenhonorare, Kosten für Forschungen, Untersuchungen und Erhebungen

Kapitel X: Ausgaben für Veröffentlichungen und für die Unterrichtung der Öffentlichkeit

- Artikel 100: Veröffentlichungen
- Artikel 101: Amtsblatt
- Artikel 102: Ausgaben für die Unterrichtung der Öffentlichkeit

Kapitel XI: Sozialausgaben

- Artikel 110: Außerordentliche Beihilfen
- Artikel 111: Personalklubs
- Artikel 112: Kasinos und Kantinen
- Artikel 113: Behandlungsräume
- Artikel 114: Sonstige Aufwendungen

Kapitel XII: Ausgaben für Ersteinrichtung und Ausstattung

- Artikel 120: Büromaschinen
- Artikel 121: Mobiliar
- Artikel 122: Material und technische Anlagen
- Artikel 123: Kraftfahrzeuge
- Artikel 124: Erstausrüstung der Bibliothek

Kapitel XIII: Kauf oder Errichtung von Gebäuden

- Artikel 130: Kauf von Gebäuden
- Artikel 131: Errichtung von Gebäuden

Kapitel XIV: Beihilfen, Zuschüsse und sonstige Zuwendungen

- Artikel 140: Beihilfen und Zuschüsse an höhere Lehranstalten
- Artikel 141: Beihilfen an Europa-Bewegungen
- Artikel 142: Zuwendungen für Kongresse und gelegentliche Veranstaltungen
- Artikel 143: Stipendien
- Artikel 144: Europa-Preise

*Kapitel XV: Ausgaben für die Sicherheitskontrolle**Kapitel XVI: Ausgaben für den Gesundheitsschutz*

Das *Kapitel XVII* ist der EWG-Kommission vorbehalten.

Kapitel XVIII: Nicht besonders vorgesehene Ausgaben

Titel III

Gemeinsame Ausgaben mehrerer Gemeinschaften oder Organe

Kapitel XIX : *Wirtschafts- und Sozialausschuß*

Kapitel XX: *Kontrollausschuß*

Kapitel XXI: *Juristischer Dienst der europäischen Exekutivorgane*

Kapitel XXII: *Statistisches Amt der europäischen Gemeinschaften*

Kapitel XXIII: *Gemeinsamer Informationsdienst*

Kapitel XXIV: *Vertretungen im Ausland*

Kapitel XXV: *Sonstige gemeinsame Ausgaben*

Artikel 251: Europäische Schulen

Artikel 252: Dokumentationsdienst

Artikel 253: Andere ⁽¹⁾

(1) Weitere Artikel sind bei Schaffung weiterer gemeinsamer Dienste möglich.

EUROPÄISCHE WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT

DER RAT

INFORMATIONEN

HAUSHALTSORDNUNG

über die Aufstellung und Ausführung des Haushaltsplans der EWG und über die Verantwortung der Anweisungsbefugten und der Rechnungsführer (Art. 209 a) und c) des Vertrages)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf seine Artikel 202, 204, 205, 207 und 209 a) und c),

gestützt auf den Vorschlag der Kommission,

in der Erwägung, daß der Rat auf Grund des Artikels 209 a) und c) des Vertrages auf Vorschlag der Kommission die Einzelheiten für die Aufstellung und Ausführung des Haushaltsplans sowie die Vorschriften über die Verantwortung der anweisungsbefugten Personen und der Rechnungsführer und die entsprechenden Kontrollmaßnahmen festlegt,

in der Erwägung, daß die Aufstellung und Ausführung des Haushaltsplans den jeweils in den Artikeln 199, 203 und 202 aufgestellten Grundsätzen der Einheit und der Vollständigkeit sowie der Jährlichkeit und der Spezialität entsprechen müssen; daß andererseits zur Ausführung des Haushaltsplans die Vorschriften über die Annahme der Einnahmen und über die Mittelbindung, Feststellung, Anordnung und Zahlung der Ausgaben festgelegt sowie die Aufgaben und die Verantwortung der Anweisungsbefugten und der Rechnungsführer abgegrenzt werden müssen —

HAT FOLGENDE HAUSHALTSORDNUNG ERLASSEN:

TITEL I

ALLGEMEINE GRUNDSÄTZE

Artikel 1

(1) Durch den Haushaltsplan der Gemeinschaft — im folgenden als „Haushaltsplan“ bezeichnet — werden die Ausgaben und Einnahmen der Gemeinschaft für jedes Haushaltsjahr veranschlagt und im voraus bewilligt. Jedoch können Ausgaben nach Maßgabe der im Haushaltsplan zu treffenden Regelung auch für einen das Haushaltsjahr überschreitenden Zeitraum bewilligt werden.

(2) Sofern erforderlich, kann die Kommission auf Antrag eines Organs den Vorentwurf eines Nachtragshaushaltsplans vorlegen.

Nachtragshaushaltspläne werden in der gleichen Form und nach dem gleichen Verfahren vorgelegt, geprüft und festgestellt wie der Haushaltsplan, dessen Ansätze durch sie geändert werden. Sie sind unter Bezugnahme auf diesen Haushaltsplan zu begründen. Die zuständigen Stellen beraten über Nachtragshaushaltspläne unter Berücksichtigung ihrer Dringlichkeit.

Jeder Vorentwurf eines Nachtragshaushaltsplans ist dem Rat in der Regel spätestens zu dem Zeitpunkt vorzulegen, der für die Vorlage des Vorentwurfs des Haushaltsplans für das folgende Haushaltsjahr vorgesehen ist.

(3) Die Nachtragshaushaltspläne enthalten gegebenenfalls die Nachtragsmittel in Höhe der Verpflichtungen, welche die Kommission in Durchführung der Verordnung über den Europäischen Sozialfonds übernimmt.

Artikel 2

Die Haushaltsmittel sind nach den Grundsätzen der Sparsamkeit und der Wirtschaftlichkeit der Haushaltsführung zu verwenden.

Artikel 3

Alle Einnahmen und Ausgaben der Gemeinschaft (einschließlich der des Europäischen Sozialfonds) sind in voller Höhe im Haushaltsplan zu veranschlagen und in der Rechnung nachzuweisen.

Die Gesamteinnahmen dienen zur Deckung der Gesamtausgaben, soweit Artikel 11 nichts anderes bestimmt.

Artikel 4

Eine Annahmearordnung darf nur unter Bestimmung der Verbuchungsstelle bei einem

Artikel des Haushaltsplans erteilt und eine Einzahlung nur unter Buchung bei einem Artikel des Haushaltsplans angenommen werden.

Mittelbindungen und Auszahlungsanordnungen dürfen nur im Rahmen der bewilligten Haushaltsmittel vorgenommen und erteilt werden.

Die Einnahmen werden in voller Höhe und ohne Anrechnung auf die Ausgaben gebucht, soweit Artikel 12 nichts anderes bestimmt.

Artikel 5

Das Haushaltsjahr entspricht dem Kalenderjahr.

Die Einnahmen eines Haushaltsjahrs sind in dessen Rechnung nachzuweisen, soweit sie bis zum 31. Dezember eingegangen sind.

Einzahlungen, die auf Grund festgestellter Forderungen des abgelaufenen Haushaltsjahrs nach dem genannten Zeitpunkt angenommen wurden, sind in der Rechnung des folgenden Haushaltsjahrs bei den einzelnen Einnahmeartikeln des Haushaltsplans getrennt von den Einnahmen des laufenden Haushaltsjahrs nachzuweisen.

Die bewilligten Ausgabemittel dürfen nur nach vorheriger ordnungsmäßiger Mittelbindung und nur zur Bestreitung von Ausgaben des laufenden Haushaltsjahrs verwendet werden, soweit in Artikel 6 nichts anderes bestimmt ist oder es sich um Ausgaben zur Erfüllung von Verbindlichkeiten aus früheren Haushaltsjahren handelt, für die keine Mittel in das laufende Haushaltsjahr übertragen worden sind.

Die Ausgaben eines Haushaltsjahrs sind in der Rechnung des abgelaufenen Haushaltsjahrs nachzuweisen, soweit sie bis zum 31. Dezember geleistet worden sind.

Artikel 6

(1) Mit Ausnahme der Mittel für Personalausgaben können auf das folgende Haushaltsjahr übertragen werden:

a) Mittel, die zur Erfüllung der zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember ordnungsgemäß eingegangenen Zahlungsverpflichtungen benötigt werden, mit Ausnahme der nach dem 30. November eingegangenen Zahlungsverpflichtungen für Lieferungen und Leistungen,

b) Mittel, die zur Erfüllung der zwischen dem 30. November und dem 31. Dezember eingegangenen Zahlungsverpflichtungen für Lieferungen und Leistungen benötigt werden, sowie die am 31. Dezember nicht gebundenen Mittel.

(2) Die in Absatz (1) Buchstabe a) genannten Mittel sind zu übertragen. Eine Aufstellung über diese Übertragungen ist dem Rat vor dem 1. März zur Kenntnisnahme zu übermitteln.

(3) Für die in Absatz (1) Buchstabe b) genannten Mittel legt die Kommission dem Rat vor dem 1. März eine Aufstellung über die Mittel vor, deren ordnungsgemäß begründete Übertragung für die einzelnen Organe beantragt worden ist.

Der Rat beschließt hierüber binnen sechs Wochen mit qualifizierter Mehrheit. Hat er bis zum Ablauf dieser Frist keinen Beschluß gefaßt, so gelten die Mittelübertragungen als genehmigt.

(4) Bei der Ausführung des Haushaltsplans wird die Verwendung der übertragenen Mittel in der Rechnung des laufenden Haushaltsjahrs bei den einzelnen Artikeln des Haushaltsplans gesondert nachgewiesen.

(5) Die auf das folgende Haushaltsjahr übertragenen Mittel verfallen, soweit sie bis zu dessen Ablauf nicht verwendet worden sind.

Artikel 7

Für laufende Verwaltungsausgaben, die ihrer Art nach am Anfang des Haushaltsjahrs fällig werden, können vom 1. Dezember des laufenden Haushaltsjahrs ab Mittelbindungen zu Lasten der für das kommende Haushaltsjahr vorgesehenen Mittel vorgenommen werden, und

zwar bis zu höchstens einem Viertel der entsprechenden Mittel des laufenden Haushaltsjahrs. Dies gilt jedoch nicht für neue Ausgaben, die im Haushaltsplan des laufenden Haushaltsjahrs noch nicht grundsätzlich genehmigt sind.

Artikel 8

Ist zu Beginn eines Haushaltsjahrs der Haushaltsplan noch nicht verabschiedet, so gelten für Mittelbindungen und Zahlungen von Ausgaben, die im letzten ordnungsmäßig verabschiedeten Haushaltsplan grundsätzlich genehmigt waren, die Bestimmungen des Artikels 204 des Vertrages. Diese Ausgaben können monatlich je Kapitel bis zur Höhe eines Zwölftels der Gesamtsumme der für das abgelaufene Haushaltsjahr in dem betreffenden Kapitel bewilligten Mittel gezahlt werden; die Kommission darf jedoch monatlich höchstens über ein Zwölftel der Mittel verfügen, die in dem in Vorbereitung befindlichen Entwurf des Haushaltsplans vorgesehen sind. Mittelbindungen können bis zu einem Viertel der Gesamtsumme der Haushaltsmittel des vorhergehenden Haushaltsjahrs vorgenommen werden, wobei jedoch die Mittel nicht überschritten werden dürfen, welche in dem in Vorbereitung befindlichen Entwurf des Haushaltsplans vorgesehen sind.

Auf Antrag der Kommission kann der Rat mit qualifizierter Mehrheit die gleichzeitige Verwendung von zwei oder mehr Zwölfteln genehmigen, soweit die Wirtschaftsführung dies erfordert.

Artikel 9

Der Haushaltsplan und die Nachtragshaushaltspläne sind in ihrer endgültig festgestellten Form auf Veranlassung des Rats im *Amtsblatt der europäischen Gemeinschaften* zu veröffentlichen.

TITEL II

AUFSTELLUNG DES HAUSHALTSPLANS

Artikel 10

Einnahmen der Gemeinschaft sind:

— die eigenen Einnahmen gemäß Artikel 201 des Vertrages,

— die gemäß Artikel 12 des Protokolls über die Vorrechte und Befreiungen der Gemeinschaft erhobene Steuer,

— die Finanzbeiträge der Mitgliedstaaten,

— der etwaige Ertrag aus den im Haushaltsplan genehmigten Anleihen zur Finanzierung von Grundstücks- oder anderen Geschäften,

— sonstige Einnahmen, insbesondere diejenigen gemäß Artikel 12 vorletzter Absatz.

Artikel 11

In Abweichung von Artikel 3 dürfen alle Einnahmen, die der Gemeinschaft für einen bestimmten Zweck zufließen — insbesondere die Einkünfte aus Stiftungen, die Zuwendungen juristischer und natürlicher Personen, die Finanzbeiträge der Mitgliedstaaten zur Deckung der für die Zuschüsse des Europäischen Sozialfonds erforderlichen Ausgaben sowie Schenkungen und Vermächtnisse —, nicht für einen anderen Zweck verwendet werden.

Die Kommission kann Stiftungen, Zuwendungen juristischer und natürlicher Personen, Schenkungen und Vermächtnisse und alle sonstigen Zuwendungen zugunsten der Gemeinschaft annehmen. Die Annahme von Zuwendungen, die mit Lasten irgendwelcher Art verbunden sind, bedarf der vorherigen Genehmigung des Rats. Hat der Rat binnen zwei Monaten nach Eingang des Antrags der Kommission keinen Einwand erhoben, so kann die Kommission endgültig entscheiden.

Artikel 12

In Abweichung von Artikel 4

a) kann von Rechnungen durch Anweisung des Nettobetrags folgendes abgezogen werden:

- die von einem Vertragspartner zu entrichtenden Vertragsstrafen,
- zu Unrecht geleistete Beträge, soweit ihr Ausgleich durch Vorwegabzug von einer Zahlung gleicher Art möglich ist, die aus Mitteln des gleichen Kapitels, Artikels und Haushaltsjahrs geleistet wird, unter denen der zuviel gezahlte Betrag nachgewiesen wurde,
- der bei der Anschaffung eines neuen Fahrzeugs nach Handelsbrauch angerechnete Wert eines in Zahlung gegebenen Fahrzeugs.

Nachlässe und Rabatte, die auf Rechnungen eines Zahlungsempfängers in Abzug gebracht werden, sind nicht gesondert als Einnahme zu buchen;

b) werden wiederverwendet:

- die Einnahmen, die sich aus der Erstattung zu Unrecht aus Haushaltsmitteln geleisteter Beträge ergeben,
- die Erlöse aus Lieferungen und Leistungen zugunsten anderer Organe oder Einrichtungen,
- Versicherungsleistungen.

Wird der unter a) vorgesehene Abzug erst nach Ablauf des Haushaltsjahrs vorgenommen, zu dessen Lasten die Ausgabe erfolgte, oder gehen die unter b) genannten Einnahmen, Erlöse und Versicherungsleistungen erst nach Ablauf dieses Haushaltsjahrs ein, so wird der entsprechende Betrag als Einnahme für das laufende Haushaltsjahr gebucht.

Der Buchungsplan sieht besondere Verbuchungsstellen für die Erfassung der unter b) zugelassenen Wiederverwendung bei den Einnahmen und den Ausgaben vor.

Artikel 13

(1) Der Haushaltsplan der Gemeinschaft enthält gesonderte, als „Einzelpläne“ bezeichnete Teile für die Ausgaben des Europäischen Parlaments, des Rats, der Kommission und des Gerichtshofs.

Die Ausgaben des Wirtschafts- und Sozialausschusses und des Kontrollausschusses werden im Einzelplan des Rats veranschlagt.

(2) Innerhalb jedes Einzelplans werden die Ausgaben je nach Art oder Bestimmung in Titel, Kapitel, Artikel und Posten gegliedert.

Für die Gliederung in Titel und Kapitel ist die im beigefügten Eingliederungsplan vorgenommene Aufteilung der hauptsächlichsten Ausgabegruppen verbindlich. Für die Untergliederung der Kapitel wird ein einheitlicher Eingliederungsplan im gegenseitigen Einvernehmen der Organe festgelegt.

(3) Für jede gemeinsame Einrichtung und jeden gemeinsamen Dienst wird ein Ausgaben-

plan aufgestellt, der in der gleichen Weise gegliedert ist wie die Einzelpläne und denselben Vorschriften unterliegt; er wird dem entsprechenden Einzelplan als Anlage beigelegt. Der zu Lasten der Gemeinschaft gehende Anteil an diesen Ausgaben wird in diesen Einzelplan eingesetzt.

Artikel 14

(1) Die Mittel sind nach Kapiteln und nach Artikeln zu gliedern.

(2) Die bei einem Ausgabenkapitel veranschlagten Mittel dürfen nicht für Zwecke eines anderen Ausgabenkapitels verwendet werden.

Die Kommission kann jedoch beantragen, daß der Rat die Übertragung von Mitteln von Kapitel zu Kapitel genehmigt. Anträge der anderen Organe oder Einrichtungen, die eine Übertragung von Mitteln von Kapitel zu Kapitel betreffen, sind an den Rat weiterzuleiten; die Kommission kann diesen Anträgen eine Stellungnahme beifügen.

Der Rat beschließt hierüber binnen sechs Wochen mit qualifizierter Mehrheit. Hat er bis zum Ablauf dieser Frist keinen Beschluß gefaßt, so gelten die Mittelübertragungen als genehmigt.

(3) Die Übertragung von Mitteln von Artikel zu Artikel innerhalb eines Kapitels des gleichen Einzelplans erfolgt durch die Kommission. Bei den die Kommission nicht betreffenden Einzelplänen gilt die Übertragung als vollzogen, wenn die Kommission binnen sechs Wochen nach Eingang des Antrags keinen Beschluß gefaßt hat.

Artikel 15

Jeder Einzelplan kann ein Kapitel für Mittel enthalten, die für nicht besonders vorgesehene Ausgaben bestimmt sind.

Die Mittel dieses Kapitels dürfen nur im Wege von Mittelübertragungen gemäß Artikel 14 verwendet werden.

Artikel 16

Aus jeder in Artikel 13 Absatz (1) und (3) genannten Unterteilung des Haushaltsplans muß zu ersehen sein:

a) die Aufgliederung der Haushaltsmittel nach Titeln, Kapiteln, Artikeln und Posten, und zwar entsprechend einem auf dem Dezimalsystem beruhenden Eingliederungsplan. Ansatz und Zweckbestimmung der Haushaltsmittel sind für die Mittelbindungen und Zahlungen verbindlich,

b) ein Stellenplan, der die im Rahmen der Haushaltsmittel besetzbaren Planstellen nach Kategorien und Graden getrennt enthält,

c) die Höhe der tatsächlichen Ausgaben des letzten abgeschlossenen Haushaltsjahrs, der Betrag der für das laufende Haushaltsjahr und das vorhergehende Haushaltsjahr bewilligten Mittel sowie die entsprechenden Erläuterungen.

Artikel 17

Die Erläuterungen zu den Personalausgaben sind durch folgende Unterlagen zu ergänzen:

— eine Organisations- und Personalübersicht, aus der die Planstellen und der tatsächliche Personalbestand zum Zeitpunkt der Vorlage des Vorentwurfs des Haushaltsplans, getrennt nach Graden, Direktionen und Diensten, hervorgehen müssen,

— eine Begründung für jede beantragte neue Planstelle.

Artikel 18

Der Wert der Rechnungseinheit, in der der Haushaltsplan aufgestellt wird, beträgt 0,888.670.88 g Feingold.

Wird die Parität einer oder mehrerer Währungen in der Gemeinschaft gegenüber dieser Rechnungseinheit geändert, so bleiben die im Haushaltsplan in Rechnungseinheiten veranschlagten Einnahmen und Ausgaben unverändert; die Kommission legt dem Rat jedoch binnen zwei Monaten nach dieser Paritätsänderung den Vorentwurf eines Berichtigungshaushaltsplans zur Angleichung der in Rechnungseinheiten veranschlagten Mittel und Finanzbeiträge vor, damit der Umfang der im Haushaltsplan vorgesehenen Leistungen unverändert bleibt. Das Nähere über die Angleichung der Finanzbeiträge regeln die Vorschriften, nach denen die Finanzbeiträge der Mitgliedstaaten der Kommission zur Verfügung gestellt werden.

Artikel 19

Die Kommission faßt die von den einzelnen Organen aufgestellten Haushaltsvoranschläge der Ausgaben in einem Vorentwurf des Haushaltsplans zusammen, den sie dem Rat spätestens bis zum 30. September jedes Jahres vorlegt.

Jeder Einzelplan des Vorentwurfs des Haushaltsplans enthält eine von dem betreffenden Organ verfaßte Einleitung.

Die Kommission stellt dem Vorentwurf des Haushaltsplans eine Gesamteinleitung voran, die insbesondere folgendes enthält:

- die den Mittelanforderungen zugrunde liegenden Leitgedanken,
- die Begründung für die Veränderungen in der Höhe der Mittel von einem Haushaltsjahr zum anderen.

Die Kommission fügt dem Vorentwurf des Haushaltsplans ferner eine Stellungnahme zu den Haushaltsvoranschlägen der anderen Organe bei, die abweichende Voranschläge enthalten kann.

Artikel 20

Der Rat stellt den Entwurf des Haushaltsplans nach dem in Artikel 203 des Vertrages vorgesehenen Verfahren auf.

Er leitet ihn dem Europäischen Parlament zu, dem er spätestens am 31. Oktober vorzulegen ist.

Der Rat fügt dem Entwurf des Haushaltsplans eine Begründung bei.

Artikel 21

Der Haushaltsplan wird gemäß Artikel 203 des Vertrages endgültig festgestellt.

TITEL III

AUSFÜHRUNG DES HAUSHALTSPLANS

ABSCHNITT I

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 22

Der Haushaltsplan wird nach dem Grundsatz der Trennung von Anweisungsbefugnis und Rechnungsführung ausgeführt.

Die Bewirtschaftung der Mittel obliegt dem Anweisungsbefugten, der allein für die Mittelbindungen, die Feststellung der Forderungen und die Erteilung der Annahme- und Auszahlungsanordnungen zuständig ist. Der Rechnungsführer führt die Annahme- und Auszahlungsanordnungen aus. Die Tätigkeit des Anweisungsbefugten ist mit derjenigen des Finanzkontrolleurs und des Rechnungsführers unvereinbar.

Artikel 23

Die Kommission führt den Haushaltsplan in eigener Verantwortung und im Rahmen der be-

willigten Mittel aus. Sie ist Anweisungsbefugte für die Einnahmen und Ausgaben der Gemeinschaft.

Die Kommission überträgt die Befugnisse, die zur Ausführung der Einzelpläne des Europäischen Parlaments, des Rats und des Gerichtshofs erforderlich sind, den Präsidenten dieser Organe.

Die Kommission und die Präsidenten der übrigen Organe können ihre Befugnisse nach Maßgabe der Geschäftsordnungen und innerhalb der in der Übertragungsverfügung festzulegenden Grenzen übertragen.

Die Bediensteten, auf die die Befugnisse übertragen werden, dürfen nur im Rahmen der ihnen ausdrücklich übertragenen Befugnisse tätig werden.

Die Übertragung der Befugnisse ist nach Maßgabe der in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen allen beteiligten Stellen mitzuteilen.

Artikel 24

Die Organe übermitteln der Kommission nach Maßgabe der in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen vierteljährlich eine Übersicht über die Ausführung ihres Einzelplans für das laufende Haushaltsjahr.

Artikel 25

Jedes Organ bestellt einen Bediensteten für die Kontrolle der Mittelbindungen und die Kontrolle der Anordnung der Ausgaben.

Die Vorschriften für die genannten Bediensteten müssen gewährleisten, daß diese bei der Erfüllung ihrer Aufgaben unabhängig sind. Maßnahmen, die mit ihrer Bestellung, Beförderung, mit Disziplinarstrafen oder Versetzungen und mit den verschiedenen Bestimmungen über die Unterbrechung des Dienstes oder das Ausscheiden aus dem Amt im Zusammenhang stehen, müssen Gegenstand von mit Gründen versehenen Entscheidungen sein; diese sind dem Rat zur Kenntnisnahme zu übermitteln.

Der Betroffene und das Organ, dem er angehört, können den Gerichtshof anrufen.

*ABSCHNITT II***EINNAHMEN***Artikel 26*

Für alle Beträge, die der Gemeinschaft geschuldet werden, erteilt der Anweisungsbefugte eine Annahmearordnung, deren Art und Form, soweit erforderlich, durch die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen festgelegt werden.

Artikel 27

Der Rechnungsführer führt die Annahmearordnungen aus, die ihm der Anweisungsbefugte zuleitet.

Er hat dafür zu sorgen, daß die Einnahmen der Gemeinschaft jeweils zu dem vorgesehenen Zeitpunkt eingehen und daß die Rechte der Gemeinschaft gewahrt werden.

Artikel 28

Für jede Bareinzahlung in die Kasse des Rechnungsführers ist eine Quittung zu erteilen.

*ABSCHNITT III***MITTELBINDUNG, FESTSTELLUNG,
ANORDNUNG UND ZAHLUNG
DER AUSGABEN****1. Mittelbindung***Artikel 29*

Für alle Maßnahmen, die zu einer Ausgabe zu Lasten des Haushaltsplans führen können, muß der zuständige Anweisungsbefugte vorher einen Mittelbindungsantrag stellen.

Bei laufenden Ausgaben können Mittelbindungen für einen längeren Zeitraum zusammengefaßt beantragt werden.

Die Durchführung dieser Bestimmungen wird im einzelnen durch die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen geregelt; diese müssen die genaue buchmäßige Erfassung der Mittelbindungen und der Auszahlungsanordnungen entsprechend dem tatsächlichen Bedarf sicherstellen.

Artikel 30

Die Mittelbindungsanträge werden dem innerhalb jedes Organs für die Finanzkontrolle zuständigen Bediensteten zugeleitet; auf den Anträgen sind insbesondere der Gegenstand der Ausgabe, der voraussichtliche Ausgabenbetrag, die Verbuchungsstelle sowie der Zahlungsempfänger anzugeben; nach Erteilung des Sichtvermerks durch den für die Finanzkontrolle zuständigen Bediensteten werden die Anträge nach Maßgabe der in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen in ein Verzeichnis eingetragen.

Artikel 31

Durch den Sichtvermerk des mit der Kontrolle der Mittelbindungen Beauftragten oder des von diesem damit betrauten Bediensteten wird folgendes bestätigt:

- a) die Richtigkeit der Verbuchungsstelle,
- b) die Verfügbarkeit der Mittel,
- c) die Ordnungsmäßigkeit und Übereinstimmung der Ausgabe im Hinblick auf die gelten-

den Bestimmungen, insbesondere den Haushaltsplan, die Verordnungen sowie alle in Durchführung des Vertrages und der Verordnungen getroffenen Maßnahmen.

Artikel 32

Die Verweigerung des Sichtvermerks ist schriftlich und hinreichend zu begründen; der Anweisungsbefugte ist hiervon zu unterrichten.

Wird der Sichtvermerk für einen Mittelbindungsantrag verweigert und hält der Anweisungsbefugte seinen Antrag aufrecht, so ist eine Entscheidung der in Artikel 23 Absatz 1 und 2 genannten höchsten Stelle des Organs herbeizuführen.

Bestätigt die verantwortliche Stelle des betreffenden Organs die Mittelbindungen durch eine mit Gründen versehene Entscheidung und regelt sie die Art und Weise der Durchführung, so kann der Sichtvermerk nur verweigert werden, wenn die Verfügbarkeit der Mittel in Frage steht.

2. Feststellung der Ausgaben

Artikel 33

Mit der Feststellung einer Ausgabe bestätigt der Anweisungsbefugte:

- daß der Zahlungsempfänger einen Anspruch hat,
- daß die Höhe der bestehenden Forderung richtig angegeben ist und
- daß der für die Fälligkeit angegebene Zeitpunkt richtig ist.

Artikel 34

Die Feststellung von Ausgaben bedarf der Vorlage von Belegen, aus denen der Anspruch des Zahlungsempfängers und die Art der von ihm erbrachten Leistung hervorgehen. Die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen regeln Art und Inhalt der Belege, die den Auszahlungsanordnungen beizufügen sind.

Der für die Feststellung der Ausgaben zuständige Anweisungsbefugte trifft diese Feststellungen selbst oder bestätigt unter eigener Verantwortung, daß diese getroffen worden sind.

Artikel 35

Die Gehälter, Löhne und Vergütungen sind auf Grund von Sammellisten festzustellen, die von der für Personalangelegenheiten zuständigen Stelle aufgestellt werden, es sei denn, daß eine Einzelfeststellung erforderlich ist.

3. Anordnung der Ausgaben

Artikel 36

Durch die Auszahlungsanordnung weist der Anweisungsbefugte den Rechnungsführer an, eine festgestellte Ausgabe zu zahlen.

Artikel 37

Die Auszahlungsanordnung muß enthalten:

- das Haushaltsjahr, unter dem die Ausgabe gebucht werden soll,
- den Artikel des Haushaltsplans und gegebenenfalls weitere Untergliederungen (Verbuchungsstelle),
- den zu zahlenden Betrag (in Ziffern und in Buchstaben),
- Name und Anschrift des Zahlungsempfängers,
- die Zahlungsform, soweit möglich, und
- den Gegenstand der Ausgabe.

Die Auszahlungsanordnung ist vom Anweisungsbefugten zu unterzeichnen und mit Datum zu versehen.

Artikel 38

Der Auszahlungsanordnung sind Originalbelege beizufügen; auf ihnen oder auf einer Anlage ist ein Vermerk anzubringen, mit dem die Richtigkeit der zu zahlenden Beträge, der Eingang der Lieferungen oder die Ausführung der Leistungen sowie gegebenenfalls die Eintragung der Gegenstände in das Bestandsverzeichnis der Gemeinschaft bestätigt wird.

Außerdem sind auf der Auszahlungsanordnung Nummer und Datum der Sichtvermerke für die entsprechenden Mittelbindungen anzugeben.

An Stelle der Originalbelege können gegebenenfalls Abschriften verwendet werden, deren Übereinstimmung mit dem Original von dem Anweisungsbefugten zu bescheinigen ist.

Artikel 39

Bei Abschlagszahlungen sind der ersten Auszahlungsanordnung Belege beizufügen, aus denen der Anspruch des Zahlungsempfängers auf die Abschlagszahlung hervorgeht.

Die bereits vorgelegten Belege sowie die nähere Bezeichnung der ersten Auszahlungsanordnung sind auf den folgenden Auszahlungsanordnungen zu vermerken.

Artikel 40

Die Auszahlungsanordnungen sind dem für die Finanzkontrolle zuständigen Bediensteten zur vorherigen Erteilung des Sichtvermerks zuzuleiten.

Durch den vorherigen Sichtvermerk wird bestätigt:

- a) die Ordnungsmäßigkeit der Erteilung der Auszahlungsanordnung,
- b) die Übereinstimmung der Auszahlungsanordnung mit der Mittelbindung und die Richtigkeit des Betrages,
- c) die Richtigkeit der Verbuchungsstelle,
- d) die Verfügbarkeit der Mittel,
- e) die Ordnungsmäßigkeit der Belege und
- f) die Richtigkeit der Bezeichnung des Zahlungsempfängers.

Artikel 41

Wird der Sichtvermerk verweigert, so findet Artikel 32 Anwendung.

Artikel 42

Nach Erteilung des Sichtvermerks wird das Original der Auszahlungsanordnung zusammen mit den Belegen dem Rechnungsführer zugeleitet.

4. Zahlung der Ausgaben

Artikel 43

Durch die Zahlung erfüllt das betreffende Organ seine Verbindlichkeiten gegenüber dem Zahlungsempfänger.

Die Zahlung wird vom Rechnungsführer im Rahmen der verfügbaren Mittel bewirkt.

Artikel 44

In jedem Organ ist ein Rechnungsführer für die Annahme von Einnahmen und die Leistung von Auszahlungen zuständig.

Der Rechnungsführer wird von der Kommission oder von der in Artikel 23 genannten höchsten Stelle des Organs bestellt.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 46 Absatz 2 kann nur er die Zahlungsmittel und Wertgegenstände verwalten. Er ist für ihre Verwahrung verantwortlich.

Er kann bei der Ausführung seiner Aufgaben von einem oder mehreren ihm unterstellten Rechnungsführern unterstützt werden.

Liegen sachliche Irrtümer vor oder besteht Grund zu der Annahme, daß die Zahlung keine schuldbefreiende Wirkung hat, oder sind die in dieser Haushaltsordnung vorgeschriebenen Formen nicht beachtet worden, so hat der Rechnungsführer die Zahlung auszusetzen.

Artikel 45

Der Rechnungsführer hat die Aussetzung der Zahlung in einer schriftlichen Erklärung zu begründen, die er unverzüglich dem Anweisungsbefugten zuleitet.

Außer wenn Grund zu der Annahme besteht, daß die Zahlung keine schuldbefreiende Wirkung hat, kann der Anweisungsbefugte die in Artikel 23 genannte höchste Stelle des Organs anrufen. Diese kann schriftlich und unter eigener Verantwortung anordnen, daß die Zahlung bewirkt wird.

Artikel 46

Die Zahlungen sind grundsätzlich über ein Bank- oder Postscheckkonto zu leisten. Die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestim-

mungen regeln im einzelnen, wie diese Konten anzulegen und zu verwalten sind und wie über sie zu verfügen ist.

Sie sehen insbesondere vor, daß Schecks sowie Bank- oder Postüberweisungen mit zwei Unterschriften zu versehen sind, darunter notwendigerweise derjenigen des Rechnungsführers oder eines ordnungsgemäß ermächtigten Zahlstellenverwalters; sie bestimmen ferner, welche Zahlungen ausschließlich durch Scheck, Bank- oder Postüberweisung zu bewirken sind.

Artikel 47

Für die Zahlung bestimmter Arten von Ausgaben können nach Maßgabe der in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen Zahlstellen errichtet werden.

Die Vorschriften über die Verwaltung der Zahlstellen enthalten insbesondere Bestimmungen über:

- die Bestellung der Zahlstellenverwalter,
- die Art und den Höchstbetrag jeder zu leistenden Ausgabe,
- den Höchstbetrag der Dauervorschüsse, mit denen die Zahlstellen ausgestattet werden können,
- die Formen und Fristen für die Vorlage der Belege,
- die Verantwortung der Zahlstellenverwalter.

Artikel 48

Der Finanzkontrolleur im Sinne des Artikels 25, der zuläßt, daß die Mittel überschritten werden, oder bei der Erfüllung seiner Aufgaben grob fahrlässig handelt, ist disziplinarisch verantwortlich.

5. Verantwortung der Anweisungsbefugten, der Rechnungsführer und der Zahlstellenverwalter

Artikel 49

Der Anweisungsbefugte, der Zahlungsverpflichtungen eingetht oder Auszahlungsanordnungen erteilt, ohne die Bestimmungen dieser Haushaltsordnung zu beachten, ist disziplinarisch verantwortlich und gegebenenfalls zum Schadenersatz verpflichtet.

Artikel 50

(1) Der Rechnungsführer und die unterstellten Rechnungsführer sind für die von ihnen geleisteten Zahlungen disziplinarisch verantwortlich und gegebenenfalls zum Schadenersatz verpflichtet:

a) wenn sie die Bestimmungen des Artikels 44 Absatz 5 nicht beachten,

b) wenn die von ihnen geleistete Zahlung nicht dem auf der Auszahlungsanordnung angegebenen Betrag entspricht,

c) wenn sie die Zahlung an einen anderen als den berechtigten Empfänger leisten.

Sie sind disziplinarisch verantwortlich für die sichere Aufbewahrung der ihnen anvertrauten Zahlungsmittel, Wertgegenstände und Urkunden sowie für die ordnungsmäßige Ausführung der Anordnungen, die sie hinsichtlich der Verwendung und Verwaltung der Bank- und Postscheckkonten erhalten; sie sind gegebenenfalls zum Schadenersatz verpflichtet.

(2) Der Zahlstellenverwalter ist disziplinarisch verantwortlich und gegebenenfalls zum Schadenersatz verpflichtet:

a) wenn er die von ihm geleisteten Zahlungen nicht durch ordnungsmäßige Belege nachweisen kann,

b) wenn er die Zahlung an einen anderen als den berechtigten Empfänger leistet.

Er ist disziplinarisch verantwortlich für die sichere Aufbewahrung der ihm anvertrauten Zahlungsmittel, Wertgegenstände und Urkunden; er ist gegebenenfalls zum Schadenersatz verpflichtet.

(3) Der Rechnungsführer oder der Zahlstellenverwalter kann sich gegen die Risiken versichern, denen er auf Grund dieses Artikels ausgesetzt ist; die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen legen im einzelnen fest, in welcher Weise das Organ die Versicherungskosten, die dem Rechnungsführer oder dem Zahlstellenverwalter durch die Sicherung gegen die mit seiner Tätigkeit zusammenhängenden Risiken entstehen, teilweise decken kann.

(4) Die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen legen fest, welche Arten von Bediensteten die Eigenschaft eines Rechnungsführers oder Zahlstellenverwalters haben.

Artikel 51

Die Anweisungsbefugten, die Rechnungsführer, die diesen unterstellten Rechnungsführer und die Zahlstellenverwalter können auf Antrag des betreffenden Organs vor dem Gerichtshof der europäischen Gemeinschaften verantwortlich gemacht werden.

Artikel 52

Jedes Organ verfügt vom Zeitpunkt der Vorlage der Rechnung ab über eine Frist von zwei Jahren, um über die Entlastung zu beschließen, die dem Rechnungsführer für diese Rechnung zu erteilen ist.

TITEL IV**AUFTRAGSVERGABE FÜR LIEFERUNGEN, BAU- UND SONSTIGE LEISTUNGEN***Artikel 53*

(1) Die Aufträge über Lieferungen, Bau- und sonstige Leistungen bedürfen der Schriftform. Sie werden nach Ausschreibung im Preis- oder Leistungswettbewerb vergeben.

In den Fällen des Artikels 55 können Aufträge jedoch freihändig vergeben werden.

In den Fällen des Artikels 59 können Aufträge lediglich gegen Rechnung vergeben werden.

(2) Die Ausschreibungen zur Teilnahme am Wettbewerb werden grundsätzlich in allen Ländern der Gemeinschaft bekanntgegeben. Bei bestimmten Lieferungen, Bau- oder sonstigen Leistungen, die nach Wert oder Art nicht Gegenstand einer allgemeinen Ausschreibung sein können, kann diese Bekanntgabe eingeschränkt werden.

Artikel 54

(1) Die Vergabe im Preiswettbewerb ist eine Maßnahme der Verwaltung zwecks Abschluß eines Vertrages, der eine Ausschreibung voraussetzt. Hierbei wird öffentlich demjenigen Bieter, der das niedrigste unter den formgerechten, vorschriftsmäßigen und vergleichbaren Angeboten abgegeben hat, der Anspruch auf die endgültige Erteilung des Zuschlags nach Genehmigung durch den zuständigen Anweisungsbefugten zuerkannt.

Die Vergabe im Preiswettbewerb ist dann öffentlich, wenn jeder Bewerber ein Angebot einreichen kann; sie wird als beschränkt bezeichnet, wenn nur geeignete Bewerber Angebote einreichen dürfen.

(2) Bei Vergabe im Leistungswettbewerb wird der Vertrag zwischen den Vertragsteilen nach

einer Ausschreibung zur Teilnahme an einem Wettbewerb abgeschlossen. Hierbei kann das Angebot frei gewählt werden, das hinsichtlich des Preises für die Lieferung, Bau- oder sonstige Leistung, ihrer Betriebskosten und ihres technischen Werts sowie der von jedem Bieter gebotenen fachlichen und finanziellen Sicherheiten und der Ausführungsfrist als vorteilhaftestes befunden wird.

Die Vergabe im Leistungswettbewerb ist dann öffentlich, wenn sie mit einer allgemeinen Ausschreibung zur Teilnahme am Wettbewerb verbunden ist; sie ist beschränkt, wenn sich die Ausschreibung nur an die Bewerber wendet, deren Beteiligung beschlossen worden ist.

(3) Das Ausschreibungsverfahren für die Vergabe im Preiswettbewerb sowie im Leistungswettbewerb wird im einzelnen in den in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen geregelt.

Artikel 55

Die freihändige Vergabe ist zulässig:

(1) wenn die Auftragssumme bei Lieferungen 2000 Rechnungseinheiten und bei Bauleistungen 5000 Rechnungseinheiten im Sinne des Artikels 18 nicht übersteigt. Dabei bleibt die Verwaltung verpflichtet, die Bewerber, welche die den Gegenstand der Vergabe bildenden Lieferungen oder Bauleistungen ausführen können, soweit wie möglich und auf jede geeignete Weise miteinander in Wettbewerb treten zu lassen;

(2) wenn die Lieferungen, Bau- oder sonstigen Leistungen so dringend benötigt werden, daß der Zeitverlust bei der in Artikel 54 genannten Ausschreibung zur Teilnahme am Wettbewerb nicht tragbar ist;

(3) wenn die Ausschreibungen zur Vergabe im Preis- oder Leistungswettbewerb ergebnislos geblieben sind oder kein Angebot mit annehmbaren Preisen erbracht haben;

(4) wenn mit Rücksicht auf technische Erfordernisse oder sachliche oder rechtliche Umstände die Ausführung der Lieferung, Bau- oder sonstigen Leistung nur von einem bestimmten Unternehmer oder Lieferer ausgeführt werden kann.

Artikel 56

Bei der Vergabe von Aufträgen durch die Gemeinschaft dürfen die Angehörigen der Mitgliedstaaten nicht auf Grund ihrer Staatsangehörigkeit unterschiedlich behandelt werden.

Artikel 57

Aufträge, deren Summe 10 000 Rechnungseinheiten übersteigt, werden in jedem Organ vor der Entscheidung des Anweisungsbefugten einem Vergabebeirat zur Begutachtung vorgelegt, dessen Zusammensetzung und Arbeitsweise sich nach den in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen regelt.

Diesem Beirat muß mindestens je ein Vertreter der Abteilungen Allgemeine Verwaltung, Finanzen und Rechtsfragen angehören.

Der Beirat äußert sich gutachtlich über die Ordnungsmäßigkeit des eingeschlagenen Vergabeverfahrens, die Wahl des Lieferers oder

Unternehmers und allgemein zu den vorgesehenen Auftragsbedingungen.

Artikel 58

Zur Sicherung der Vertragsausführung kann von den Lieferanten oder Unternehmern im Rahmen der Sicherheitsbedingungen verlangt werden, daß im voraus eine Sicherheit nach Maßgabe der in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen geleistet wird.

Die Höhe dieser Sicherheit richtet sich nach

— den bei Verträgen über Lieferungen wirtschaftsüblichen Bedingungen,

— den für die Ausführung von Bauleistungen maßgeblichen besonderen Vertragsbedingungen.

Bei Bauarbeiten, deren Auftragssumme 20 000 Rechnungseinheiten übersteigt, bedarf es stets einer Sicherheitsleistung; eine Sicherheit wird bis zur endgültigen Abnahme einbehalten.

Artikel 59

Aufträge können lediglich gegen Rechnung vergeben werden, wenn der voraussichtliche Wert der Lieferung, Bau- oder sonstigen Leistung 200 Rechnungseinheiten nicht übersteigt. Bei Ausgabeverbindlichkeiten, die außerhalb des Sitzes des Organs eingegangen werden sollen, erhöht sich dieser Betrag auf 500 Rechnungseinheiten.

TITEL V

BESTANDSVERZEICHNISSE UND RECHNUNGSFÜHRUNG

1. Bestandsverzeichnisse über das bewegliche und unbewegliche Vermögen

Artikel 60

Über alle zum Vermögen der Gemeinschaft gehörenden beweglichen und unbeweglichen Gegenstände wird nach dem von der Kommission festgelegten Muster ein laufendes Bestandsverzeichnis geführt. In dieses Verzeichnis werden bewegliche Gegenstände nur eingetragen, wenn ihr Wert den Betrag übersteigt, der durch

die in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen festgelegt wird.

Die Kommission läßt, soweit erforderlich, die Übereinstimmung des Bestandsverzeichnisses mit dem tatsächlichen Bestand im Einvernehmen mit dem jeweiligen Organ feststellen.

Artikel 61

Sollen bewegliche Gegenstände veräußert werden, so ist dies in geeigneter Weise zu veröffentlichen; die Einzelheiten für diese Ver-

öffentlichung werden in den in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen festgelegt.

Artikel 62

Werden im Bestandsverzeichnis eingetragene Gegenstände veräußert, in anderer Weise abgegeben, als unbrauchbar aus dem Bestand ausgesondert oder kommen sie durch Verlust, Diebstahl oder in sonstiger Weise abhanden, so hat der Anweisungsbefugte eine entsprechende Erklärung oder eine Niederschrift auszustellen, die mit dem Sichtvermerk der Finanzkontrolle zu versehen ist.

Aus der Erklärung oder der Niederschrift muß insbesondere hervorgehen, ob ein Bediensteter der Gemeinschaft oder eine andere Person zum Schadenersatz herangezogen werden kann.

Artikel 63

Neuerworbene bewegliche oder unbewegliche Gegenstände im Sinne des Artikels 60 sind jeweils vor der Bezahlung in das laufende Bestandsverzeichnis einzutragen.

Die Eintragung ist auf der entsprechenden Rechnung zu vermerken.

2. Rechnungsführung

Artikel 64

Die Rechnungsführung ist nach Kalenderjahren in Form einer Buchführung vorzunehmen, die es ermöglicht, eine Übersicht über das Vermögen und die Schulden der Gemeinschaft

aufzustellen. Die Rechnungsführung muß sämtliche Einnahmen und Ausgaben vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahrs in voller Höhe erfassen; sie stützt sich auf die Belege. Sie kann unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 18 in der Währung des Mitgliedstaats geführt werden, in dessen Hoheitsgebiet sich der Sitz der Gemeinschaft befindet.

Artikel 65

Die Buchungen sind nach einem in Kontengruppen unterteilten Buchungsplan unter genauer Trennung der für die Aufstellung der Übersicht über das Vermögen und die Schulden maßgebenden Konten und der Konten für Haushaltsausgaben und -einnahmen vorzunehmen.

Die Buchungen sind in Büchern oder auf Karteikarten vorzunehmen, die ermöglichen müssen, eine monatliche Übersicht über das Vermögen und die Schulden sowie eine nach Kapiteln und Artikeln gegliederte Übersicht über die Haushaltseinnahmen und -ausgaben aufzustellen.

Artikel 66

Die Einzelheiten der Aufstellung und Ausführung des Buchungsplans werden in den in Artikel 70 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen festgelegt.

Artikel 67

Die Bücher werden bei Ablauf des Haushaltsjahrs abgeschlossen, damit die Übersicht über das Vermögen und die Schulden der Gemeinschaft und die Rechnung aufgestellt werden können.

TITEL VI

SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 68

Der Rat kann in den seiner Zuständigkeit unterliegenden Haushaltsfragen alle erforderlichen Auskünfte und Nachweise verlangen. Der Rat kann bei seiner Aufgabe von einem Ausschuss unterstützt werden, der im Rahmen des Ausschusses der Ständigen Vertreter gemäß Artikel 16 der Geschäftsordnung eingesetzt wird.

Artikel 69

Der Rat und die Kommission unterrichten den Kontrollausschuss innerhalb kürzester Frist von allen ihren Beschlüssen und Maßnahmen auf Grund der Artikel 6 Absätze (2) und (3), 8, 11, 14 Absätze (2) und (3) und 21 dieser Haushaltsordnung.

Die Bestellung der Anweisungsbefugten, der Finanzkontrolleure, der Rechnungsführer und der Zahlstellenverwalter sowie die Übertragung von Befugnissen auf Grund der Artikel 23, 25, 44 und 47 dieser Haushaltsordnung werden dem Kontrollausschuß mitgeteilt.

Die Kommission gibt dem Kontrollausschuß die auf Grund des Artikels 70 erlassenen Ausführungsbestimmungen bekannt.

Artikel 70

Die Kommission erläßt im Benehmen mit dem Rat und nach Stellungnahme der übrigen

Organe die Ausführungsbestimmungen zu dieser Haushaltsordnung.

Artikel 71

Die Kommission prüft binnen drei Jahren nach Inkrafttreten dieser Haushaltsordnung, ob deren Änderung zweckmäßig ist. Sie unterbreitet dem Rat innerhalb dieser Frist das Ergebnis ihrer Prüfung gegebenenfalls in Form von Vorschlägen.

Artikel 72

Diese Haushaltsordnung tritt am 1. Januar 1961 in Kraft.

Geschehen zu Brüssel am 15. November 1960.

Im Namen des Rats

Der Präsident

J. M. A. H. LUNS

ANLAGE

EINGLIEDERUNGSPLAN

gemäß Artikel 13

TITEL I

**Gehälter; Vergütungen und Kosten bei Dienstantritt, Ausscheiden aus dem Dienst
und Versetzungen***Kapitel I: Mitglieder der Kommission*

Artikel 10: Gehälter; Zulagen und Entschädigungen

- Posten 101 — Grundgehälter
- Posten 102 — Residenzzulagen
- Posten 103 — Familienzulagen
- Posten 104 — Erziehungszulagen
- Posten 105 — Aufwandsentschädigungen

Artikel 11: Kranken- und Unfallversicherung

Artikel 12: Übergangsgelder

Artikel 13: Versorgungsbezüge

Kapitel II: Personal

Artikel 20: Personal in Dauerplanstellen

- Posten 201 — Grundgehälter
- Posten 202 — Residenzzulagen
- Posten 203 — Auslandszulagen
- Posten 204 — Familienzulagen
- Posten 205 — Erziehungszulagen
- Posten 206 — Beiträge zur Versorgungskasse

Artikel 21: Kranken- und Unfallversicherung

Artikel 22: Sonstige Zulagen und Vergütungen

- Posten 221 — Geburtenzulagen und Sterbegelder
- Posten 222 — Fahrkosten anlässlich des Jahresurlaubs

Artikel 23: Hilfskräfte

Artikel 24: Überstunden

*Kapitel III: Kosten und Vergütungen bei Dienstantritt, Ausscheiden aus dem
Dienst und Versetzungen*

Artikel 30: Fahrkosten

- Posten 301 — Mitglieder der Kommission
- Posten 302 — Personal

Artikel 31: Einrichtungs-, Wiedereinrichtungs- und Versetzungsbeihilfen

- Posten 311 — Mitglieder der Kommission
- Posten 312 — Personal

Artikel 32: Umzugskosten

- Posten 321 — Mitglieder der Kommission
- Posten 322 — Personal

Artikel 33: Zeitweilige Tagegelder

- Posten 331 — Mitglieder der Kommission
- Posten 332 — Personal

TITEL II

Gebäude, Material und sonstige Sachausgaben

Kapitel IV: Gebäude

- Artikel 40: Mieten
- Artikel 41: Versicherungskosten
- Artikel 42: Wasser, Gas, Strom, Heizung
- Artikel 43: Reinigung und Unterhaltung
- Artikel 44: Herrichtung der Diensträume
- Artikel 45: Sonstige laufende Sachausgaben

Kapitel V: *Mobiliar, Material, technische Anlagen:
Unterhaltung und Ersatzbeschaffung*

- Artikel 50: Ersatzbeschaffung von Büromaschinen
- Artikel 51: Ersatzbeschaffung von Mobiliar
- Artikel 52: Ersatzbeschaffung von Material und technischen Anlagen
- Artikel 53: Ersatzbeschaffung von Kraftfahrzeugen
- Artikel 54: Mieten
 - Posten 541 — Büromaschinen
 - Posten 542 — Mobiliar
 - Posten 543 — Material und technische Anlagen
 - Posten 544 — Kraftfahrzeuge
- Artikel 55: Unterhaltung, Benutzung und Instandsetzung
 - Posten 551 — Büromaschinen
 - Posten 552 — Mobiliar
 - Posten 553 — Material und technische Anlagen
 - Posten 554 — Kraftfahrzeuge

Kapitel VI: *Laufende Sachausgaben*

- Artikel 60: Papier und Bürobedarf
 - Posten 601 — Papier und Bürobedarf
 - Posten 602 — Abonnements, Zeitungen, Zeitschriften
 - Posten 603 — Bibliothek
- Artikel 61: Postgebühren, Fernmeldegebühren und Zustellungskosten
 - Posten 611 — Postgebühren und Zustellungskosten
 - Posten 612 — Ferngespräche, Telegramme, Fernschreiben
- Artikel 62: Verschiedene Sachausgaben
 - Posten 621 — Verschiedene Ausgaben für Personaleinstellung
 - Posten 622 — Bankkosten
 - Posten 623 — Gerichtskosten
 - Posten 624 — Übersetzungs-, Schreib- und ähnliche Arbeiten außerhalb des Hauses
 - Posten 625 — Dienstkleidung
 - Posten 626 — Verschiedene Ausgaben für interne Sitzungen
 - Posten 627 — Umzug von Dienststellen
 - Posten 628 — Sprachkurse
 - Posten 629 — Kleinausgaben

Kapitel VII: *Ausgaben für Empfänge und für Repräsentationszwecke*

- Artikel 70: Ausgaben für Empfänge und für Repräsentationszwecke

Kapitel VIII: *Dienstreise- und Fahrkosten*

- Artikel 80: Dienstreise- und Fahrkosten
 - Posten 801 — Mitglieder der Kommission
 - Posten 802 — Personal
 - Posten 803 — Pauschalabgeltung von Fahrkosten
 - Posten 804 — Sonderausrüstungen für Dienstreisen

Kapitel IX: Ausgaben für Sitzungen, Einberufungen, Fortbildungsaufenthalte

Artikel 90: Fahr- und Aufenthaltskosten bei Sitzungen und Einberufungen im allgemeinen — Ausschüsse
Posten 901 — Sitzungen und Einberufungen im allgemeinen
Posten 902 — Ausschüsse

Artikel 91: Konferenzen und Kongresse

Artikel 92: Fortbildungsaufenthalte
Posten 921 — Fortbildungsaufenthalte für afrikanische Führungskräfte
Posten 922 — Sonstige Fortbildungsaufenthalte

Artikel 93: Sachverständigenhonorare, Kosten für Forschungen, Untersuchungen und Erhebungen

Kapitel X: Ausgaben für Veröffentlichungen und für die Unterrichtung der Öffentlichkeit

Artikel 100: Veröffentlichungen

Artikel 101: Amtsblatt

Artikel 102: Ausgaben für die Unterrichtung der Öffentlichkeit

Kapitel XI: Sozialausgaben

Artikel 110: Außerordentliche Beihilfen

Artikel 111: Personalklubs

Artikel 112: Kasinos und Kantinen

Artikel 113: Behandlungsräume

Artikel 114: Sonstige Aufwendungen

Kapitel XII: Ausgaben für Ersteinrichtung und Ausstattung

Artikel 120: Büromaschinen

Artikel 121: Mobiliar

Artikel 122: Material und technische Anlagen

Artikel 123: Kraftfahrzeuge

Artikel 124: Erstausrüstung der Bibliothek

Kapitel XIII: Kauf oder Errichtung von Gebäuden

Artikel 130: Kauf von Gebäuden

Artikel 131: Errichtung von Gebäuden

Kapitel XIV: Beihilfen, Zuschüsse und sonstige Zuwendungen

Artikel 140: Beihilfen und Zuschüsse an höhere Lehranstalten

Artikel 141: Beihilfen an Europa-Bewegungen

Artikel 142: Zuwendungen für Kongresse und gelegentliche Veranstaltungen

Artikel 143: Stipendien

Artikel 144: Europa-Preise

Die Kapitel XV und XVI sind der EAG-Kommission vorbehalten.

Kapitel XVII: Entwicklungsfonds für die Überseegebiete

Artikel 170: Sachverständigenhonorare

Artikel 171: Dienstreisekosten

Artikel 172: Sonstige Verwaltungsausgaben

Kapitel XVIII: Nicht besonders vorgesehene Ausgaben**Titel III****Gemeinsame Ausgaben mehrerer Gemeinschaften oder Organe****Kapitel XIX : Wirtschafts- und Sozialausschuß****Kapitel XX: Kontrollausschuß****Kapitel XXI: Juristischer Dienst der europäischen Exekutivorgane****Kapitel XXII: Statistisches Amt der europäischen Gemeinschaften****Kapitel XXIII: Gemeinsamer Informationsdienst****Kapitel XXIV: Vertretungen im Ausland****Kapitel XXV: Sonstige gemeinsame Ausgaben**

Artikel 251: Europäische Schulen

Artikel 252: Dokumentationsdienst

Artikel 253: Andere ⁽¹⁾**Sondertitel****Europäischer Sozialfonds ⁽²⁾**

(1) Weitere Artikel sind bei Schaffung weiterer gemeinsamer Dienste möglich.

(2) Es wurde vereinbart, die Art der Unterteilung dieses Titels bei Erlass der Vorschriften zu prüfen, nach denen die Beiträge der Mitgliedstaaten der EWG-Kommission zur Verfügung gestellt werden.

VERTRIEB

VERTRIEBSBÜROS

DEUTSCHLAND

BUNDESANZEIGER, Postfach, Köln 1
Fernschreiber: Anzeiger Bonn 08 882 595

Abonnements können bestellt werden:

- für das Amtsblatt nur bei den Postämtern
- für alle anderen periodischen Veröffentlichungen beim „Bundesanzeiger“

FRANKREICH

SERVICE DE VENTE EN FRANCE DES
PUBLICATIONS DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES — 26, rue Desaix - Paris 15^e
Compte courant postal — Paris 23.96

BELGIEN

MONITEUR BELGE
40, rue de Louvain, Brüssel

BELGISCH STAATSBLAD

Leuvensestraat 40, Brüssel

Abonnements können bestellt werden:

- für das Amtsblatt nur bei den Postämtern
- für alle anderen periodischen Veröffentlichungen beim „Moniteur Belge“

ITALIEN

LIBRERIA DELLO STATO
Piazza G. Verdi 10, Rom

Agenturen:

ROM, Via del Tritone 61/A e 61/B

ROM, Via XX Settembre (Palazzo Ministero delle
Finanze)

MAILAND, Galleria Vittorio Emanuele 3

NEAPEL, Via Chiaia 5

FLORENZ, Via Cavour 46/R

GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG

IMPRIMERIE VICTOR BUCK

8, avenue Pescatore, Luxemburg

Abonnements können nur bei den Postämtern bestellt werden.

NIEDERLANDE

STAATSDRUKKERIJ- EN UITGEVERIJ-
BEDRIJF, Fluwelen Burgwal 18, Den Haag

ANDERE LÄNDER

VERÖFFENTLICHUNGSDIENST DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Vertriebsbüro: Luxemburg, Metzger Platz 2

(Postscheckkonto Nr. 191 90)

PREISE

	DM	bfrs	N. frs	Lit.	hfl.
Einzelnummer: je angefangene 24 Seiten	0,50	6,—	0,60	75	0,45
Abonnement 1958-1959-1960	54,50	650,—	63,80	8 150	49,50
Abonnement 1961	30,—	350,—	35,—	4 370	27,—

Zahlungen können nur bei den Vertriebsbüros der oben bezeichneten Länder geleistet werden.